

Nam

NOTRE
ARMÉE
DE MILICE

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Mensuel indépendant
d'informations militaires

N° 05 - 06 | juin 2022

www.revue-nam.ch



Paraît 6 fois par année
49^e année - CHF 5.-



**Matériel provenant d'anciens et
d'actuels stocks de l'armée suisse**

page 15

**L'ALLEMAGNE PEUT DISPOSER
DES CHARS LÉOPARD 2 QUI ONT ÉTÉ REVENDUS**

Kiosque alémanique
**Le réveil
du hérisson**

4

Div ter 1
**Rapport à
Ecublens**

18

Le page italiane
**Col SMG Stefan
Holenstein**

22-23

F-35 : Assurer l'avenir de la Suisse.



Le F-35 est le seul avion de combat qui sera pertinent dans les 50 prochaines années. Grâce à ses moyens étendus de reconnaissance des cibles et à ses capteurs avancés combinés en une seule image, le F-35 est parfaitement adapté au service de police aérienne et à la protection des frontières nationales. Avec le F-35, l'espace aérien suisse - et donc l'indépendance et la neutralité de la Suisse - est parfaitement protégé pour les décennies à venir. Le F-35 est le jet le plus avancé au monde, construit pour être parfaitement armé contre les menaces actuelles et futures.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur [F35.com/Suisse](https://www.f35.com/Suisse).

Lockheed Martin. Votre mission est la nôtre.

F-35 LIGHTNING II

NORTHROP GRUMMAN | BAE SYSTEMS | PRATT & WHITNEY

LOCKHEED MARTIN

Sommaire

Photo de première

Est-ce que les chars Leo2 revendus à l'Allemagne iront en Ukraine?

En vrac...

5

Résumé de l'actualité par l'adj sof Jean-Hugues Schulé

Promotions

7

Nouveaux sous-officiers à l'Ecole circulation et transport 47

Conférences au CHPM

9

A Pully, il était question du conflit en Ukraine

A la tribune

10

Avec le col EMG Stefan Holenstein

Etude de l'ACAMIL

13

La sécurité avant la liberté

Femmes et armée

16

Inclusion des femmes à la SWISSCOY

SVO

20

Officiers vaudois en assemblée

SSA

21

Bilan des aides versée par le Service social de l'armée en 2021

Le sous-officier

27

Assemblée des délégués de l'ASSO et de la Fédération des Vétérans à Granges (SO). Programme du CISOR et la vie des sections cantonales bernoise et vaudoise ainsi que des sections locales de Sion et Lausanne.

Nam

SUR INTERNET

www.revue-nam.ch

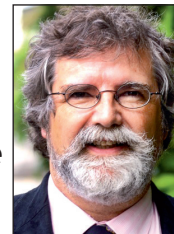
La reproduction partielle ou complète des articles est autorisée avec la mention: Extrait du mensuel «Notre armée de milice», Yverdon. (exemplaires justificatifs désirés.)

Tirage contrôlé FRP: 3521 exemplaires adressés personnellement.
Tirage imprimé: 4 000 exemplaires avec la propagande.



Member of the
European Military
Press Association
(EMPA)

Autant en emporte le vent d'Est



«La guerre en Europe n'est pas une chimère», comme le dit mon vieil ami le capitaine Haddock... pardon, le capitaine Addor (Conseiller national UDC-VS). Et il n'a pas tort. Depuis des années, le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) sape les efforts et les budgets de défense, plaçant la Suisse en queue de liste des investissements militaires par rapport aux autres pays européens. Conséquence: une armée en sous-effectif et des équipements obsolètes.

La saga du renouvellement de la flotte aérienne témoigne de ce démantèlement obsessionnel. Surfant sur la vague verte du «peace & love», le Parti socialiste suisse (PSS) s'est même acoquiné avec le GSsA pour promouvoir l'initiative populaire «Stop F-35», dont le véritable objectif - rappelons-le - est la suppression de l'armée. Pas sûr qu'il replongerait dans cette galère, s'il en avait décidé après le 24 février...

Un nouvel ordre mondial est entrain de se mettre en place. L'équilibre qui prévalait jusqu'alors est dangereusement bouleversé et la stabilité a fait place à une grande incertitude du lendemain, frappée au coin d'une logique de guerre dont nul ne sait ce qu'il adviendra. Au cœur de l'Europe, la Suisse doit assumer sa part de défense et veiller à ne pas constituer un vacuum sécuritaire.

Moins doctrinaire que certains de ses élus, la population a bien compris qu'il n'était plus temps de conter fleurette et qu'il fallait assurer ses arrières. Selon un sondage effectué auprès de 20 000 personnes par l'institut Sotomo, et publié dans le *SonntagsBlick*, 56% des personnes interrogées sont favorables à une collaboration plus étroite avec l'OTAN (l'organisation de défense collective du Traité de l'Atlantique nord; lire à ce propos la Chronique fédérale). Et 61% ont trouvé que la Suisse pourrait davantage aider l'Ukraine.

A l'instar des pays voisins, le Parlement n'est pas resté inactif. Sur proposition de sa Commission de la politique de sécurité (CPS), le Conseil national a notamment d'ores et déjà approuvé une augmentation progressive du budget militaire jusqu'à 1% du PIB d'ici 2030. A noter que l'objectif des États membre de l'OTAN est fixé à 2% du PIB et que 55% des personnes interrogées approuvent une hausse des dépenses militaires.

Quant à l'initiative «Stop F-35», elle a déjà bien du plomb dans l'aile! Ses promoteurs pensent la déposer cet été mais il vaudrait sans doute mieux y renoncer tout de suite; histoire de ne pas jeter une dizaine de millions par la fenêtre et éviter une déculotée monumentale. En effet, près de deux tiers des sondés se prononcent contre cette initiative; initiative que l'on peut qualifier de «hors-sol» puisqu'elle reste minoritaire même auprès des partisans du PS.

Le vent a résolument tourné au réalisme et l'heure n'est plus aux ronds de jambe politiques. C'est de bon augure car le temps presse. Oui, nos forces aériennes ont besoin de ce nouvel avion de combat! D'ailleurs 54% des sondés souhaitent un achat rapide, sans attendre l'issue d'une éventuelle votation. On ne saurait être plus clair; d'autant que la population a déjà voté sur le principe et que juridiquement le Conseil fédéral n'est pas tenu d'attendre. En un mot: plus vite le contrat sera signé, mieux ce sera. José Bessard

La guerre en Ukraine menace

Le réveil du hérisson

La guerre en Ukraine a donné un énorme coup de pied dans la fourmière sécuritaire. Et la menace militaire n'a jamais été aussi concrète pour les voisins de la Fédération de Russie. En première ligne, la République de Finlande et le Royaume de Suède ont aussitôt réagi en déposant officiellement une demande d'adhésion à l'OTAN. Et la Suisse? Quelle est sa place dans le nouvel ordre mondial en train d'émerger? Tour d'horizon urbi et orbi.

Les images dévastatrices d'un pays sauvagement agressé et les tirs de missiles hypersoniques annonciateurs d'apocalypse ont réveillé dans un coup de tonnerre le hérisson qui somnolait confortablement sous la Coupole fédérale. Budget et équipement militaires, partenariats internationaux, accueil de réfugiés: depuis plusieurs mois ces thèmes occupent les «think tanks» et le devant de la scène. Les partis sont toutefois loin d'être unanimes dans ce bouillonnement de propositions, sauf en ce qui concerne l'OTAN.

L'OTAN? Est-ce que la Suisse devrait emboîter le pas des Nordiques et y adhérer? «Non», déclare sans ambages le **Conseiller national Laurent Wehrli (lib.-rad./VD)**. «L'OTAN étant une alliance militaire, cela violerait directement nos responsabilités internationales d'État neutre. Si un jour, hélas, l'intégrité de la Suisse devait être violée - pour reprendre les termes du droit international - alors nous pourrions rejoindre une alliance militaire, mais pas avant!»

«Pas question!» s'exclame également le **Conseiller national zougais Gerhard Pfister**, président du **Centre**, au micro de la RTS. «La Suisse doit coopérer avec l'OTAN mais être membre ne fait aucun sens.»

Perte de la neutralité

Opinion tout à fait partagée par le **Conseiller national Jean-Pierre Grin (UDC / VD)**: «La Suisse peut collaborer avec l'OTAN dans le cadre d'exercices d'auto-défense et d'entraînement de nos forces armées. Dans le cadre du maintien de la paix dans certains pays, la collaboration avec la Suisse est aussi appréciée. Mais en aucun cas nous devons adhérer à cette organisation, une adhésion signifierait la perte de notre neutralité.»

«L'adhésion à l'OTAN ne constitue pas une option pour la Suisse à l'avenir», renchérit le **Parti socialiste suisse (PSS)** dans un manifeste signé par ses deux coprésidents **Mattea Meyer** et **Cédric Wermuth**. «Une coopération accrue avec les instruments de sécurité de l'Union européenne (UE) pourrait cependant être envisagée. Pour l'instant, la Suisse peut se montrer solidaire d'une autre manière: avec une contribution décente à la cohésion pour renforcer la démocratie en

Europe de l'Est et avec plus de prestations solidaires en matière de politique d'asile.»

Le constat est sans équivoque: il n'y a pas de courant politique fort en faveur d'une adhésion à l'OTAN. En revanche, un engagement accru dans le cadre de la coopération internationale est plébiscité. Notons à ce propos que la Suisse est déjà active dans le cadre du Partenariat pour la paix entre l'OTAN et des États tiers.

Lors du Forum économique mondial (WEF), à Davos, le **secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg**, s'est en particulier entretenu avec la **Conseillère fédérale Viola Amherd** sur une potentielle intensification des relations entre la Suisse et l'OTAN. «Nous sommes en train d'étudier cette question» a confié le ministre de la défense. Et un rapport sur les diverses possibilités de coopération est attendu pour cet automne.

Non-assistance

S'il n'est pour l'heure pas question d'adhérer à l'OTAN, il faut tout de même se demander jusqu'où la Suisse devrait aller dans sa contribution à l'effort commun européen de défense. A cet égard, **Gerhard Pfister** a brisé un tabou en lançant lors d'un débat public: «À partir de quand la neutralité devient-elle indécente?»

«La Suisse a l'obligation de se défendre», poursuit-il. «Lorsqu'il s'agit de l'attaque d'un pays européen, la Suisse doit porter secours à ce pays car lui aussi protège la Suisse en se défendant. Ne pas laisser l'Allemagne livrer des munitions suisses à l'Ukraine est comparable à de la non-assistance à personne en danger.»

Aïe! Autant dire que le propos n'est pas passé inaperçu. Et d'ajouter: «La Constitution permet au Conseil fédéral d'agir dans l'intérêt du pays quand c'est nécessaire. Pour moi, les intérêts de la Suisse sont sur la table et le Conseil fédéral devrait agir de manière plus proactive». Mais pour sa collègue de parti, qui n'est autre que la **Conseillère fédérale Viola Amherd**, il en va tout autrement. Dans ce cas, «le droit de la neutralité est clair: les exportations d'armes ne sont pas autorisées.»

Reste que la question mérite réflexion; d'au-

tant que le Conseil fédéral a fait siennes les sanctions économiques prises par l'UE. En l'occurrence, peut-on approuver les efforts des pays européens dans leur engagement au profit de l'Ukraine, tout en leur refusant de livrer du matériel comportant des composants suisses? Cela revient en quelque sorte à dire: c'est très bien ce que vous faites, mais faites-le sans nous! En s'alignant sur les sanctions de l'UE, la Suisse a de facto choisi son camp. Pouvait-il en aller autrement? Toujours est-il qu'une neutralité active pour les uns et à géométrie variable pour les autres ne convainc finalement personne.



Obsolescence

Dans le contexte actuel, il est plus qu'opportun de se demander si la «neutralité armée» à l'aune du siècle passé n'est pas devenue obsolète? A-t-elle encore un sens? Ne faudrait-il pas réviser la loi sur les exportations d'armes, ou pour le moins, entreprendre un examen en adéquation avec la nouvelle donne géopolitique européenne?

«Oui, la neutralité armée a encore un sens», répond sans hésiter **Laurent Wehrli**; «je dirai même d'autant plus vu la triste situation actuelle et son développement qui nous rappelle que la guerre et son lot de conséquences néfastes demeure une réalité, même proche de nos frontières. Cette neutralité armée est une responsabilité de la Suisse, qui l'assume conformément au Droit international. Elle fait sens en regard de notre politique de bons offices et de notre rôle d'État dépositaire des Conventions de Genève. Ne l'oublions pas!»

Quant à réviser la loi sur les exportations d'armes, «tout dépend dans quel sens! Si l'idée est d'autoriser la livraison d'armes et de munitions à une ou toutes les parties belligérantes, la réponse est clairement non! Dans d'autres aspects, en regard de l'évolution des moyens, mais aussi des mesures de sanctions par exemple, il convient toujours d'avoir des lois à jour.»

Vague de morale

«La loi sur l'exportation du matériel de guerre révisée l'année dernière interdit aux pays acquéreurs d'armements suisses de les fournir à des pays en guerre, nous devons respecter la loi», abonde **Jean-Pierre Grin**. «Notre pays ne doit pas être inféodé à une vague de morale appartenant à une prétendue civilisation euro-démocratique. La Suisse a sa place dans la médiation et non dans l'armement des belligérants.»

Et de conclure: «Pour qu'un pays existe et soit libre, il doit avoir un territoire, des habitants et une armée pour se défendre. Notre armée de milice est le garant inconditionnel de notre liberté et de notre sécurité. Oui, la neutralité armée a toujours un sens qui est le bon!»

Le débat est ouvert. Et l'évolution du conflit ukrainien ne manquera pas d'influencer durablement le positionnement de la Suisse sur la scène internationale. **José Bessard**



Nam sur INTERNET
www.revue-nam.ch

Nam

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Magazine d'informations militaires
et Organe officiel des Associations et
sections de Suisse romande et du Tessin,
de l'Association suisse de sous-officiers

www.revue-nam.ch

Parution: 6 fois par an (quatre numéros doubles)

Tirage contrôlé: 3521 exemplaires

Tirage imprimé: 4000 exemplaires

Administration-rédaction-publicité:

Revue **Nam** - Notre Armée de milice

Case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

E-mail: info@revue-nam.ch ou redaction@revue-nam.ch

Tél. 024 426 09 39

Administrateur - Rédacteur en chef:

adj sof Jean-Hugues Schulé

E-mail: namjhs@bluemail.ch

Prix de vente

Prix du numéro: Fr. 5.-

Abonnement annuel: Fr. 44.- (y c. TVA 2,5%)

COORDONNÉES CCP

Association de la revue Notre armée de milice

Journal **Nam**, 1401 Yverdon-les-Bains

Compte de chèques postaux: 14-866108-0

IBAN: CH38 0900 0000 1486 6108 0

BIC: POFICHBEXXX

N° TVA: CHE 108.221.284

PUBLICITÉ

Tarif d'insertion:

1/1 page	190 x 258	1 x Fr. 1450.-
1/2 page	190 x 127	1 x Fr. 780.-
1/4 page	90 x 127	1 x Fr. 400.-
1/8 page	90 x 60	1 x Fr. 200.-
1/16 page	90 x 28	1 x Fr. 100.-

Page couleur + Fr. 450.-

Page quadrichromie Fr. 2500.-

Publicité sous texte (réclame) + 25%

Emplacement prescrit + 20%

Rabais de répétition: 6 x 5% - 10 x 10%

Encarts: Offre sur demande

Impression:

PCL - Presses Centrales SA, 1020 Renens

Procédé d'impression:

Format:

Offset, trame 80 lpcm, CTP

21 x 29,7 cm

Adressage et expédition:

PCL - Presses Centrales SA, 1020 Renens

Les parutions de la revue **Nam**

«Notre armée de milice»

Rédaction-administration:

Case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

Parutions annuelles: 6 numéros dont 4 doubles

N° 1/2, N° 3/4, N° 5, N° 6/7 N° 8, N° 9/10

Parutions garanties selon l'actualité
et la matière rédactionnelle.

Activité intense!

Après la pandémie, le Tir en campagne a retrouvé de la couleur. En effet, le week-end des 11 et 12 juin dernier, le nombre de Suisses qui ont pris part au Tir fédéral en campagne s'est élevé à 103 672 dans toutes les catégories. Un beau succès.

Les sociétés de sous-officiers ont aussi pu reprendre leurs activités et en particulier, l'assemblée générale de l'Association suisse de sous-officiers qui a pu se tenir le 21 mai à Granges, sous la nouvelle présidence (Romande) du sergent Christophe Croset qui a dirigé les débats avec autorité et aisance. Cette assemblée a été une occasion de côtoyer les membres de la Fédération des vétérans, sous la présidence du colonel Mathis Jenni, qui siégeaient en parallèle avec les «plus jeunes». (lire en pages 25-26)

Vous retrouverez la chronique de la CNAM que préside le colonel EMG Stefan Holenstein en pages 10 et 11, dont la présentation a été faite dans le dernier numéro de **Nam** 3-4 avril 2022, pages 10-11 et TI 24.

Encore du sport et une excellente nouvelle, l'avenir de la patrouille (PdG) est assurée pour 2024, 2026 et 2028. La Confédération et le canton du Valais ont signé un contrat-cadre qui va en favoriser l'organisation.

Restons sur les skis, - la presse du 27 mai 2022 - lors de l'attribution des Mondiaux de la FIS il était émouvant de voir le conseiller d'État Frédéric Favre (VS) se lancer dans les bras du brigadier Marius Robyr, le président de la candidature du comité d'organisation des courses de coupe du Monde qui auront lieu en 2027. Félicitations.

La guerre expliquée aux ados

Dans son édition du 9 mars 2022, l'excellent quotidien «Le Temps» a présenté un supplément spécial publié à

l'intention des jeunes: «L'Ukraine, pour comprendre». «Le Temps» a toujours considéré sa mission d'informer en articulation avec la variété de ses lecteurs. Le présent document en est une nouvelle marque. Le soussigné a fait l'achat de plusieurs exemplaires de cette édition pour les remettre tout d'abord à sa petite fille et à d'autres parents «un peu inquiets». Surtout quand une maîtresse dit à ses élèves: «vous savez dans quinze jours, il n'y aura plus grand chose dans les magasins». Hélas, il n'y a pas que la bêtise qui tue...Donc félicitations «Le Temps».

Bla-bla... et indépendance!

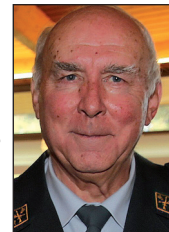
La rédaction de **Nam**, oui bonjour, qu'est-ce qu'il y a à votre service? Vous avez lu la presse et les informations des agences? Oui de quoi s'agit-il? «Il y a un officier de haut rang qui a beaucoup parlé dans un train en critiquant un peu tout. Mme Amherd, M. Cassis, Poutine... et il a dit des choses qui sont peut-être secrètes.» «Vous allez en parler j'espère?». Ces informations sont sorties dans le public les 5 et 6 mai 2022.

Depuis 49 ans, **Nam** ne reçoit d'ordres de personnes concernant sa rédaction, cette revue est indépendante depuis sa création et n'est pas subventionnée par le DDPS. Nous ne mélangeons pas les infos de boulevards, certes importantes, avec nos informations sérieuses et constructives et conservons notre liberté d'expression. «La réponse est claire, Cher Monsieur».

Nous vous souhaitons un bel été, Chères lectrices et Chers lecteurs, merci encore pour votre soutien, prochain rendez-vous début septembre.

Bien à vous.

Adj sof Jean-Hugues Schulé



Tous aux urnes

Votation populaire



Les Objets

- Initiative populaire «Non à l'élevage intensif en Suisse»
- Arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS.
- Modification de la loi fédérale sur l'assurance -vieillesse et survivants (LAVS - AVS 21)
- Modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé.

Merci de communiquer
vos changements
d'adresse à:

info@revue-nam.ch

ou par courrier

La Poste ne nous indiquant
plus les changements d'adresses

«Je cherche un homme»

Or donc voilà que, le 2 juin dernier, un communiqué très officiel du Groupement de la Défense nous apprend que «l'Armée suisse a édité une brochure». A première lecture, rien de bien nouveau tant le nombre de pareils documents diffusés ces dernières années est important: des brochures aux styles graphiques modernes et sympathiques, aux couleurs chatoyantes, imprimées sur papier ou diffusés sur la toile... Mais une seconde lecture permet d'en découvrir le contenu qui, ma foi, ne peut laisser le chroniqueur de marbre: «Conception de l'avenir de l'armée». Oups!

En réalité, nous apprend ledit communiqué, la brochure «explique sous une forme abrégée comment l'armée entend développer ses capacités et ce qu'elle a planifié jusqu'à présent. Elle esquisse également ce que l'armée veut mettre en œuvre et jusqu'à quand.» Elle reprend «trois rapports de base sur le développement de la défense aérienne, des forces terrestres et du domaine Cyber».

Mais poursuivre la lecture toujours dudit communiqué vaut le détour. Ainsi on apprend - le savait-on? - que «ces dernières années, l'armée a mené une réflexion de fond sur l'orientation qu'elle doit donner à son développement afin d'accomplir efficacement ses tâches à l'avenir aussi. Elle a analysé les menaces possibles, développé des scénarios, élaboré des concepts et effectué des simula-

tions. Elle a une conception claire de la façon dont elle veut et doit développer ses capacités militaires pour parvenir à maîtriser efficacement les menaces et les dangers, dans un avenir proche et lointain.»

Nous voilà donc rassurés. Les responsables militaires de notre instrument de défense planchent sur demain. Et les responsables politiques de ce même instrument de défense, que font-ils, eux? Ils ne sont pas en reste. Ainsi le 4 mars dernier, le Conseil fédéral annonce qu'il «entend assurer à long terme les effectifs de l'armée et de la protection civile.»

Nous voilà donc rassurés? Que non! Et c'est bien là le nœud du problème, le delta entre les brochures... Dans l'une d'entre elles, on lit: «Nous voulons continuer à développer notre armée (...) dotée d'un personnel suffisant». Dans une autre: «L'armée a deux défis à relever: le premier dès aujourd'hui avec les effectifs réduits aux cours de répartition, et le second demain avec l'effondrement des effectifs de l'armée.» (extrait de la brochure «Maintenir le système de milice», de septembre 2021). Autre citation, tout aussi inquiétante: «À moyen terme, la disponibilité des corps de troupes concernés en sera réduite.»

A ce stade de la réflexion, nous revient la célèbre phrase du philosophe grec de l'Antiquité, Diogène: «Je cherche un homme».

A l'heure où notre Parlement, dans une

fébrilité sécuritaire post-guerre ukrainienne, ouvre les cordons de la bourse et valide une augmentation du budget militaire dès l'année prochaine, pour atteindre 7 milliards de francs d'ici à 2030, oserait-on poser les bonnes questions: qui pour conduire avions, chars de combat, qui pour analyser les écrans de l'internet, qui pour, même revêtu des meilleurs équipements sophistiqués du combattant individuel pour mener le combat de rue? Qui? Qui? Qui?

Le citoyen-soldat. Mais notre armée manque de soldats. Donc, selon la définition de notre système de milice, de citoyens. Convaincus et motivés à servir. Des hommes et des femmes que l'armée doit aller chercher au cœur de notre population, de notre jeunesse. Et voilà que me revient la conclusion de mon billet précédent (**Nam** n° 03-04, avril 2022, page 4): «peut-être faudrait-il aussi s'interroger sur la capacité de résilience, sur la densité de «l'esprit citoyen» de notre population.» Ces hommes et ces femmes qui manquent à l'armée, les plus belles brochures ne les recruteront pas. Une éducation familiale exemplaire, une instruction scolaire objective, un environnement social tolérant et équilibré, oui. Penser sécurité, penser brochures, penser milliards... Attention à ne pas se tromper de cible (lire en page 14).

Jean-Luc Piller



Assurance militaire

Martin Rüfenacht sera le nouveau chef

La commission de sélection de la Commission du Conseil de la Suva a nommé Martin Rüfenacht à la tête de l'assurance militaire, gérée par la Suva. Juriste de 43 ans, il succède à Stefan A. Dettwiler qui a décidé de quitter la Suva après de nombreuses années de service. Il prendra son nouveau poste à l'automne 2022.



À partir de l'automne 2022, l'assurance militaire gérée par la Suva sur mandat de la Confédération, accueillera un nouveau directeur. La commission de sélection de la Commission du Conseil de la Suva a désigné Martin Rüfenacht qui

a convaincu par «ses compétences étendues ainsi que de longues années d'expérience pour ce poste central».

Martin Rüfenacht a débuté sa carrière à la Suva en 2009 au sein de la division développement de l'entreprise où il a dirigé avec succès des projets d'importance stratégique. Il travaille depuis 2014 au sein de la division des tarifs médicaux, tout d'abord comme secrétaire de la Commission des tarifs médi-

caux LAA (CTM), puis comme chef du secteur tarifs médicaux ambulatoires. Il dispose ainsi de connaissances idéales pour assurer la direction et le développement de l'assurance militaire et relever les défis de l'avenir.

Martin Rüfenacht a étudié le droit à l'Université de Zurich et dispose d'un Master

en Health Administration délivré par l'Université de Berne. Il est également Certified Strategy Professional de l'Université de Saint-Gall (HSG). Juriste de 43 ans, il a grandi et habite dans le Freiamt en Argovie. Il est marié et père de trois enfants.

«Avec Martin Rüfenacht, la direction de l'assurance militaire est confiée à un juriste compétent et un cadre chevronné, doté de connaissances approfondies en matière de tarifs et de processus, d'un parcours remarquable et de compétences sociales élevées», déclare Daniel Roscher, membre de la Direction de la Suva et président de la Commission des tarifs médicaux LAA (CTM). «Je remercie Stefan A. Dettwiler pour son engagement exemplaire durant de nombreuses années, son professionnalisme et son rôle décisif dans la gestion efficace de l'assurance militaire au cours des quatorze dernières années.»

Association de la revue «Notre armée de milice»

Case postale - 1401 Yverdon-les-Bains - Tél. 024 426 09 39 - Courriel: info@revue-nam.ch

Président: lt-colonel Paul-Arthur Treyvaud

Vice-président: adj sof Georges Bulloz

Secrétaire: cap Danielle Nicod

Caissier: four Jacques Levailant

Administrateur: adj sof Jean-Huques Schulé

Membres: François Jeanneret, ancien conseiller national; sgt Eric Rapin; adj sof

Germain Beucler; sgt Pierre Messeiller et Blaise Nussbaum.

Commission de rédaction:

Sgt Francesco Di Franco.

Correspondants:

Berne: José Bessard, Suisse-romande et Tessin: Patrice Rossel et Francesco Di Franco

Siviriez, promotions de sous-officiers

Les hommes, avant l'action

Quand bien même le chef commande, il peut rencontrer des difficultés. Parfois, le nouveau sergent ressent un manque d'expérience; alors, parce que mal comprises, ses directives n'atteignent par le but escompté. Pourtant, les réactions des subordonnés aident le supérieur à s'améliorer.



La poignée de main du cdt de l'E CT 47.



Le col EMG Yannick Chardonrens.



L'adj EM Léo Stéphane Crettenand et son épouse, Mme Priscilla Crettenand; l'adj maj Martin Bichsel; le maj Marc Patrick Roth et le col EMG Mathias Müller.



Quand le cadre et le soldat mènent leur action commune, des liens se tissent. Et un esprit de corps, une cohésion en résultent.

Trente promus

Samedi 26 mars 2022, au centre de la commune fribourgeoise de Siviriez, le commandant de l'Ecole de circulation et transport 47, le col EMG Yannick Chardonrens procédait à la nomination de trente sous-officiers. Ces promus sergents (dont une femme) avaient acquis leur formation à quelque distance, sur la place d'armes de Drogens.

Le col EMG Chardonrens adressait ces paroles revigorantes aux intéressés: «Vous exigez de la discipline? montrez l'exemple, soyez disciplinés. Le respect est dû au chef? que celui-ci apporte d'abord ses égards aux hommes dont il a la responsabilité».

Le cdt de l'E CT 47 évoquait encore les limites que l'on peut observer chez tout individu. Personne n'est infaillible. La reconnaissance d'un manquement ne génère pas seulement l'humilité; et le sergent apprend en corrigeant une faute.



Le br Silvano Barilli et son épouse, Mme Maria-Anna Barilli.



Le cap aum Dominik Reding et le syndic de Siviriez, M. René Gobet.

L'engagement citoyen

Officier de carrière, le col EMG Mathias Müller est aussi député au Grand Conseil bernois. A Siviriez, ce chef prononçait un discours à l'intention de ses cadets. Le col EMG Müller garde un excellent souvenir de son école de sous-officiers, puis du payement de galons qui a suivi. «Dans de telles circonstances», affirmait l'orateur, «j'ai maîtrisé les premières notions du commandement, certes élémentaires, mais très importantes; elles étaient tout autant nécessaires que les connaissances acquises plus tard, lors des cours difficiles de l'Etat-major général».

Fraîchement émoulu, le sergent fait des expériences de conduite intéressantes: pendant les marches, à l'occasion des exercices de nuit, etc. Mais, il ne doit jamais agir en pensant uniquement à lui-même; premièrement, les recrues requièrent toute son attention.

Le col EMG Mathias Müller parlait aussi de l'engagement citoyen. On le retrouve chez le sous-officier qui accomplit librement un service d'avancement. Selon le col EMG Müller, le citoyen fait de même, quand il entre dans l'arène politique.

Signalons encore la présence, lors de cette cérémonie de promotion, du cdt de la Formation d'application de la logistique, le br Silvano Barilli, et du syndic de Siviriez, M. René Gobet. P.R.

Les promus

Sdt Raphael Forster, Lukas Vögeli, Christoph Allemann, Stephan Lanz, Pascal Näpflin, Simon Zumbrunnen, Mauro Schneebeili, Samuel Bugg, Oliver Silvio Moser, Fabio Debrunner, Ivan Muoth, Remo Manser, Bernhard Oberli, Demian Jud, Adrian Arnold, Christian Leuenberger, Tobias Benaja Meier, Drilon Shabani, Max Ceppi, Richard Artho, John Mike Barras, Simon Zöbeli, Janina Hess, Lino Pinta Sebastian, Etienne Dormond, Amir Stettler, Louis Erard, Laurent Matthieu Grimm, Evan Kamber, Guillaume Bonnard.



Trente nouveaux sous-officiers.

Dans la politique fédérale...

Le grand retour des dépenses militaires

Les questions militaires retrouvent désormais une place centrale dans le débat politique suisse. Dans le cadre du Message sur l'armée 2022, il s'agit notamment de valider l'acquisition du nouvel avion de combat - sans attendre le sort incertain d'une initiative populaire pas encore déposée - et d'ancrer le principe d'une croissance raisonnable du budget militaire au cours de ces prochaines années.

F-35: ne pas rater la fenêtre de tir

Sous l'effet des tragiques événements qui se déroulent à l'Est de l'Europe, les questions militaires retrouvent aujourd'hui une place centrale dans le débat politique suisse. Elles s'intègrent assez naturellement dans les débats du Parlement puisque celui-ci est amené à se prononcer - en juin pour le Conseil des États, en automne pour le Conseil national - sur le traditionnel «Message sur l'armée» que le Conseil fédéral présente chaque année pour définir notamment le programme d'armement.

Le programme d'armement 2022 est exceptionnel puisqu'il comprend le crédit d'engagement pour l'achat du nouvel avion de combat F-35A. La décision à prendre est politiquement délicate. D'une part, l'offre faite à la Suisse est valable jusqu'au 31 mars 2023; si les contrats ne sont pas signés à cette date, les conditions d'acquisition pourraient se révéler moins avantageuses, sans parler du risque d'une livraison fortement retardée. D'autre part, le choix du modèle d'avion est combattu par une initiative populaire qui en est encore au stade de la récolte de signatures (à ce jour, les auteurs de l'initiative annoncent environ 90 000 signatures, sur les 100 000 requises); on ignore quand le peuple se prononcera.

La Commission de politique de sécurité du Conseil des États, suivie par le Conseil fédéral, propose de voter le crédit d'engagement et de lancer les procédures d'achat sans attendre le sort de l'initiative populaire, en rappelant que cette dernière n'a aucun effet juridique tant qu'elle n'a pas été votée. Dans le cas où l'initiative serait finalement acceptée, l'interdiction d'acheter des F-35 s'appliquerait alors à d'éventuelles commandes futures; dans le cas extrême et peu probable d'une très nette opposition populaire, il serait encore possible de revendre les avions achetés.

Cette position mérite d'être soutenue. Le gouvernement peut en effet s'appuyer sur

le scrutin de septembre 2020, qui valide la décision de principe d'acquiescer de nouveaux avions. Il doit en outre éviter que l'initiative «Stop F-35», qui a relativement peu de chances d'être acceptée dans les circonstances actuelles, soit utilisée uniquement pour retarder et parasiter le lancement des procédures d'achat.

Un budget à la hauteur des investissements nécessaires

L'autre aspect marquant des débats parlementaires concerne l'augmentation progressive du budget militaire. Celui-ci tourne aujourd'hui autour de 5 milliards de francs par année, ce qui représente environ 6% des dépenses de la Confédération, ou 0,7% du PIB. Le Parlement a déjà accepté une croissance annuelle de 1,4% pour la période 2020-2024 - au même rythme que l'ensemble du budget fédéral. Il est désormais question de poursuivre cette croissance afin d'atteindre un budget annuel de 7 milliards (1% du PIB) à l'horizon 2030. Quelque 300 millions supplémentaires sont prévus pour l'année prochaine.

Certains commentateurs affirment que ces décisions sont prises sous le coup de l'émotion - ce qui n'est sans doute pas entièrement faux, chaque déclenchement d'une nouvelle

guerre donnant lieu au même constat - mais aussi qu'elles ne correspondent à aucun programme d'investissement clairement établi ni à aucune nécessité avérée. Cette dernière accusation relève de la mauvaise foi. Le Conseil fédéral l'a encore rappelé récemment: un certain nombre d'investissements nécessaires pour l'armée ont été définis depuis plusieurs années, mais ont dû être abandonnés ou échelonnés dans le temps en raison des moyens limités à disposition. Un budget plus élevé permettra donc de remplir plus rapidement ou plus complètement les besoins identifiés - qui ne comprennent pas seulement de nouveaux systèmes d'armes, mais aussi l'équipement personnel d'une partie des troupes.

Stratégiquement et économiquement utile

D'un point de vue stratégique, il ne faut pas sous-estimer l'importance de ces dépenses. Même s'il faut rester prudent face aux informations qui nous parviennent du conflit ukrainien, ce dernier montre tout de même qu'une défense bien équipée et entraînée permet de résister honorablement à une armée plus puissante. Ce constat doit renforcer la confiance dans la capacité de la Suisse à défendre son territoire.

Enfin, et en marge de ces considérations stratégiques, il n'est pas inutile de rappeler que les dépenses militaires profitent non seulement à la capacité de défense de la Suisse, mais aussi à son économie. L'acquisition du nouvel avion de combat et du nouveau système de défense sol-air entraîneront des affaires compensatoires pour les entreprises suisses à hauteur de 4,2 milliards de francs, à quoi s'ajoutent les commandes passées directement par la Confédération, pour plus de 320 millions. Le budget de l'armée, comme d'autres politiques publiques, ne doit pas être regardé comme de l'argent perdu.

Pierre-Gabriel Bieri
www.centrepatronal.ch

Dans le domaine de la sécurité et de l'armement

Collaboration plus étroite avec la Pologne

Lors de sa séance du 4 mai 2022, le Conseil fédéral a approuvé un accord entre la Suisse et la Pologne concernant la protection réciproque des informations classifiées.

Par cet accord, les deux parties reconnaissent comme équivalentes leurs dispositions respectives en vigueur en matière de sécurité concernant la protection des informations. Sur cette base, il sera possible d'échanger des informations classifiées ou d'accorder l'accès à ces dernières selon les normes internationales.

Cet accord crée ainsi les conditions nécessaires à l'établissement d'une collaboration plus étroite dans le domaine de la sécurité et d'une coopération plus poussée en matière

d'armement entre les deux États.

L'accord permet en outre aux entreprises suisses de répondre aux appels d'offres de services polonais pour des mandats concernant la sécurité. Par conséquent, l'accord relatif à la protection des informations passé avec la Pologne profite aussi à la place économique suisse.

La Suisse a conclu des accords bilatéraux concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées avec de nombreux États et organisations.

**POUR VOTRE
PUBLICITÉ
LIRE EN PAGE 5**

Histoire et prospective militaires

Les prémisses de la guerre

Bien qu'acquise dès 1991, l'indépendance de l'Ukraine augurait de graves difficultés. Naguère, cet état faisait partie de l'Union des républiques socialistes soviétiques. Aujourd'hui, l'unité de la langue n'existe pas. D'autre part, des séparatistes russes essaient le pays.



Le col EMG Alexandre Vautravers; le br Daniel Berger; le lt belge Eric Iven; le photographe Guillaume Briquet; Le col EMG Jean-François Richon.

Entre 1992 et 2014, les tensions se multiplient; et les habitants déplorèrent bientôt l'annexion de la Crimée (2014) et l'invasion du Donbass (2022).

Un patrimoine écrit

Vendredi 6 mai 2022, à Pully, le col EMG Alexandre Vautravers présentait une conférence sur ce conflit nouvellement apparu. Le col EMG Vautravers travaille, en qualité de directeur scientifique, pour le Centre d'histoire et de prospective militaires (CHPM).

Le br Daniel Berger préside ladite organisation. Le 6 mai, ce responsable signalait la présence de Mme Adélaïde Zeyer et de Mme Gudrun Beger. La première nommée est à la tête du «Château de Morges et ses musées»; la seconde gère, dans la même institution morgienne, un «Centre documentaire spécialisé dans l'histoire militaire et l'armement». L'usager trouve une bibliothèque de travail; celle-ci recense, notamment, les publications du CHPM.

Parmi les auteurs, dont les ouvrages sont catalogués, nous pouvons citer l'historien Adrien Fontanellaz (un membre du comité scientifique du CHPM). En outre, des citoyens étrangers manifestent leur intérêt pour les armées d'autrefois et d'aujourd'hui. Par exemple, le 6 mai, un officier belge se trouvait à Pully, le lt Eric Iven.

Un photographe, sur le terrain

Prenant la parole, le col EMG Alexandre Vautravers décrivait quelques tanks, employés par l'armée russe. Le T-80U est équipé d'un «turbomoteur GTD - 1750». Un spécialiste a fait ce commentaire: «le turbomoteur donne au char un ratio poids/puissance exceptionnel, au vu de sa masse et de son encombrement, ce qui lui vaut le surnom de char volant». Pourtant, relèvent les connaisseurs, le T-80U ne peut être réparé qu'en usine; au nombre des autres points négatifs, on note la complexité technique de l'engin et sa consommation trop forte en carburant. Lancé à partir de 1973, le T-72BM Oural fut produit à quelque 30000 exemplaires. Au long des années, les constructeurs apportèrent de nombreuses modifications à ce type de véhi-

culé. Aujourd'hui, soutient le col EMG Vautravers, «l'utilisation du T-72BM Oural s'apparente à de l'obsolescence programmée».

Depuis l'éclatement du conflit, le 24 février 2022, les Russes ont perdu plusieurs centaines de chars.

Le 6 mai 2022, à Pully, le photographe suisse Guillaume Briquet participait à la rencontre. Peu de temps auparavant, il exerçait sa profession en Ukraine. L'homme de presse essuya des tirs russes; blessé, sa qualité de reporter lui épargna de grands ennuis. Guillaume Briquet évoquait le président ukrainien Volodymyr Zelenski. «Très populaire chez lui, cet ancien acteur de télévision joue maintenant son plus grand rôle».



Mme Gudrun Beger et Mme Adélaïde Zeyer.



Le lt Katharina Hintermann et l'historien Adrien Fontanellaz.



Le br Philippe Pot et le col EMG Francis Rossi.

Accord entre l'Armée et la Mobilière

Un signal fort en faveur du système de milice

Cet accord vise à intensifier encore davantage l'échange de savoir entre l'économie privée et l'Armée.

Avec ce nouvel accord, les deux organisations soulignent la valeur ajoutée du système de milice en Suisse. L'Armée profite en effet des compétences que ses membres acquièrent dans le secteur privé et exploitent dans leurs activités de milice. L'économie, elle, bénéficie des connaissances et de l'expérience acquises par ses collaboratrices et collaborateurs dans l'Armée.

Michèle Rodoni, CEO de la Mobilière, déclare: «Les cyberattaques sont l'une des plus grandes menaces auxquelles la Mobilière est exposée. Grâce à cette collaboration avec l'Armée suisse, nous profitons de son expertise et, elle, du savoir-faire de la Mobilière. Ces échanges nous font avancer toutes les deux.» Et Thomas Süssli, chef de l'Armée, d'ajouter: «La formation cyber de l'Armée contribue à pallier la pénurie de spécialistes informatiques. Les personnes ayant suivi cette formation sont très demandées dans le secteur privé. Cette coopération recèle un fort potentiel que les deux organisations

peuvent exploiter.»

Le premier projet commun de ce partenariat renforcé porte sur un exercice de cyberdéfense, développé et mené à titre d'essai pilote par l'Armée. Avec ce projet, l'Armée entend également identifier, dans le cadre d'une coopération, des modes de pensée, des approches et des domaines différents du sien.

Par le passé, la Mobilière avait déjà réalisé des projets en collaboration avec l'Armée suisse. Ainsi, en qualité de partenaire économique, la Mobilière a largement contribué au développement de la filière «Cyber Security Specialist avec brevet fédéral». Sur proposition de l'Armée suisse, cette formation a été conçue par ICT-Formation professionnelle Suisse en étroite collaboration avec la Confédération et le secteur privé.

Avec cet accord de coopération, l'Armée noue des liens importants avec les milieux économiques. La Mobilière est la première entreprise à signer un tel accord. Ayant manifesté leur intérêt, d'autres entreprises suivront.

A la PdG

Heureux pour une première

Le Commandant de la Patrouille des Glaciers depuis août 2021, le colonel EMG Roger Schwery a réussi avec ses collaborateurs et la troupe engagée sa première PDG. Bien entendu tous les médias ont relaté ce nouveau succès et **Nam** s'associe aux félicitations venues de toute part. Au classement de Zermatt -Verbier, Swiss Team- Martin Anthamatten, Werner Marti et Rémi Bonnet sortent vainqueurs en 6h. 35'56. Dames: 1. CS Esercito Italie en 8h.38'25 et pour Arolla-Verbier: 1. Team Gruyère- Robin Bussard, Thomas Bussard et Léo Besson.

Allemagne

100 milliards pour l'armée

Le gouvernement et l'opposition conservatrice ont trouvé un accord pour faire une entorse aux règles budgétaires de la Constitution allemande afin de débloquent 100 milliards d'euros pour moderniser l'armée face à la menace russe. Un compromis en ce sens a été acté fin mai. L'accord va permettre de remplir la promesse qu'avait faite le chancelier Olaf Scholz fin février après le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine: réarmer le pays au cours des prochaines années et moderniser la Bundeswehr. Cette décision permettra à Berlin d'atteindre à terme l'objectif fixé par l'OTAN de consacrer 2% du PIB national par an à la défense.

Sécurité

Un nouveau chef

M. Martin von Muralt va succéder fin juillet à M. André Duvillard (**Nam** 5-6-juin 2021- page 8), qui part à la retraite en qualité de délégué du Réseau national de sécurité (RNS). Il s'agit d'un rôle clé, a rappelé la ministre de la défense, la Conseillère Viola Amherd, «La pandémie de coronavirus et la guerre en Ukraine l'ont démontré. Les défis ne peuvent être relevés que grâce à un échange étroit».

OTAN

La Suisse plus près

La Suisse et l'OTAN veulent étendre leur collaboration alors que sévit une guerre en Europe. Le secrétaire général Jens Stoltenberg a rassuré la Conseillère fédérale Viola Amherd sur le maintien d'un partenariat fort si la Finlande et la Suède deviennent membres. Le Norvégien s'est dit «ouvert» à une relation plus importante a affirmé la cheffe du DDPS. En revanche, une adhésion à l'OTAN n'est clairement pas sur la table, ni la possibilité de livrer des armes.

L'armée suisse

Actuellement que partiellement prête à se défendre

La Suisse peut-elle dormir paisiblement avec son armée derrière elle? Seulement partiellement - une revitalisation et une modernisation de l'armée s'imposent d'urgence.

La guerre en Ukraine crée de nouveaux faits et de nouvelles dimensions. Elle nous montre sans ménagement que la sécurité et la liberté en Europe ne vont pas de soi. La Suisse neutre doit maintenir sa capacité de défense à un niveau élevé.

En raison du développement toujours incertain de la guerre, même une menace militaire indirecte pour la Suisse n'est pas improbable. Mais sommes-nous réellement prêts et capables de nous défendre? Actuellement, ce n'est que partiellement le cas. Le fait est que notre pays ne dépense que 0,7 pour cent de son produit intérieur brut (PIB) à la défense, ce qui est inquiétant peu en comparaison avec les autres pays européens. Si la plupart des pays européens s'efforcent de dépenser environ 2 pour cent de leur PIB, la Suisse non alignée doit pouvoir y consacrer au moins 1 pour cent, ce qui correspond à environ 7 milliards de francs par an (aujourd'hui: 5 milliards). C'est à ce niveau qu'il faut agir pour libérer les moyens nécessaires à la revitalisation et à la modernisation de l'armée suisse.

Lors de sa session spéciale en mai, le Conseil national s'est prononcé en faveur d'une augmentation du budget de l'armée à 7 milliards de francs par an, à cause de la guerre en Ukraine. Lors de la session d'été, le Conseil des États a emboîté le pas à la Grande chambre et a approuvé à une large majorité une motion analogue allant dans le même sens. La CNAM salue la rapidité et la manière de procéder sans prétention du Parlement. Il s'agit d'un signal parlementaire fort en faveur de la modernisation et de la revitalisation de l'armée, déjà attendues depuis longtemps. En outre, notre pays gagne en crédibilité vis-à-vis de nos voisins, qui sont en droit d'attendre de la Suisse une contribution sérieuse à une architecture de sécurité européenne globale.

L'armée de milice: un modèle de réussite éprouvé

L'armée suisse «édition 2022» dispose de quelques atouts de poids. Depuis le 1^{er} janvier 2018, la mise en œuvre du plus grand projet de réorganisation de l'armée de ces 20 dernières années, le développement de l'armée (DEVA), est en cours. En comparaison avec les réorganisations précédentes, parfois ratées, comme l'Armée XXI, le résultat de cette réforme actuelle n'a rien à envier. Le DEVA repose sur le système de l'obligation de servir et de la milice, qui a fait ses preuves en Suisse et qui reste un modèle de réussite incomparable que l'étranger nous envie tant. Son effectif réglementaire est de 100 000, l'effectif



réel de 140 000 militaires. Les avantages du DEVA: une plus grande disponibilité et un système de mobilisation qui fonctionne, comme nous le savons depuis Corona; une formation professionnelle des cadres et un ancrage régional renforcé. En outre, l'armée dispose - en comparaison avec l'Allemagne ou l'Autriche - d'un système global intact composé des forces aériennes, des troupes terrestres, de la cyberdéfense, de la logistique et de l'aide au commandement. Les documents de base «air, sol» et «cyber» de notre armée constituent le «Masterplan» pour une modernisation de l'armée conforme à la planification.

Des lacunes décisives en matière de capacités en cas de défense

Malgré tout, l'état de notre armée est partiellement préoccupant. Elle doit remplir trois missions: combattre, protéger et aider. Elle en remplit bien deux. Avec les trois engagements en service d'appui de l'armée lors de la pandémie, elle a prouvé qu'elle pouvait apporter une aide efficace. Elle remplit également bien la mission de protection, comme elle le prouve lors de conférences internationales. La mission principale de défense pose des problèmes. Les compétences de l'armée n'atteignent pas la profondeur requise. Cela est dû à la capacité de défense insuffisante de l'Armée XXI, qui a été réduite en 2003 au seul maintien des compétences. La conclusion est que l'armée suisse ne peut tenir que quelques semaines dans une guerre de défense, comme le chef de l'armée l'a

fait comprendre dans une interview remarquable en avril. Même après 2003, l'armée a continué à être réduite et son budget a été fortement diminué. C'est là qu'il faut agir: Augmenter l'effectif réglementaire et le budget de l'armée.

L'armée a tiré les bonnes conséquences des menaces actuelles et de la guerre conventionnelle en Europe. En première priorité, les systèmes terrestres lourds et robustes doivent être renouvelés afin d'améliorer sensiblement la capacité de défense. C'est ce que démontre le document de base «Avenir des forces terrestres» (2019), selon lequel presque tous les systèmes d'armes sont vieillissants et devront être remplacés au plus tard à partir de 2025. Il convient de mentionner les obusiers blindés automoteurs de type M109 datant de 1974, en outre les différents chars de troupes et le char de combat Leopard ainsi que les armes antichars. La «liste de courses» est aujourd'hui déjà pleine à craquer, notamment en ce qui concerne l'équipement complet des 17 bataillons d'infanterie.

Acheter des avions de combat sans «si» et sans «mais»

Comme le montre la guerre en Ukraine, les avions de combat jouent un rôle éminemment important dans le champ de bataille moderne. Ils sont tout simplement indispensables en tant qu'élément central du système global de l'armée. Les 36 F-35A américains proposés par le Conseil fédéral sont une véritable aubaine pour notre armée. Ils ne sont pas seulement de loin les meilleurs avions pour nos besoins, mais aussi les moins chers et de surcroît inter-

roperables. Là aussi, le temps presse, car les vieux F/A-18 arriveront en fin de vie en 2030. L'initiative «Stop F-35» du PS, des Verts et du GSsA, hypocrite et foireuse, est totalement à côté de la réalité. Nous attendons au moins du PS, en tant que parti du Conseil fédéral, qu'il fasse preuve d'un sens politique réel en retirant rapidement et solidairement l'initiative populaire en cours. D'une manière ou d'une autre, le Conseil fédéral doit, après autorisation préalable du Parlement, acheter sans délai les avions de combat. Ce n'est pas le Conseil fédéral, mais les initiants qui contournent la démocratie en torpillant le «oui» du peuple en automne 2020.

De plus, la mise en réseau et la numérisation prennent de plus en plus d'importance, que ce soit dans les airs ou au sol. Le cyber ne remplace pas les menaces traditionnelles, mais les rend encore plus dangereuses. Selon le dernier rapport de projet du DDPS, il est urgent d'agir en matière de personnel dans le domaine de la cyberdéfense.

L'alimentation est le plus grand défi de notre armée

Les effectifs ne sont pas seulement un sujet de préoccupation dans le domaine de la cyberdéfense. Le problème des effectifs de l'armée et de la protection civile est généralement dramatique. C'est pourquoi les décisions fondamentales prises par le Conseil fédéral en mars 2022 pour garantir durablement les effectifs ne sont pas arrivées trop tard. Le modèle «obligation de servir dans la sécurité» est la première priorité pour les formations de milice. Il prévoit que le service civil fusionne avec la protection civile pour former une nouvelle

organisation «protection contre les catastrophes» et que le problème aigu des effectifs de l'armée et de la protection civile soit résolu rapidement et sans l'obstacle d'une révision insurmontable de la Constitution fédérale. Cela aurait en outre l'avantage de rendre la participation à la journée d'information de l'armée obligatoire pour les femmes également. Ce serait un pas dans la bonne direction pour l'augmentation nécessaire de la proportion de femmes dans l'armée. Au vu de l'évolution dramatique de la politique de sécurité en Europe, nous proposons toutefois d'accélérer le processus d'examen jusqu'à fin 2023, au lieu de fin 2024 comme le prévoit le Conseil fédéral. L'accélération est ici aussi le besoin de l'heure pour l'armée.

La guerre en Ukraine et les grands projets en cours concernant les forces terrestres, la défense aérienne, la cyberdéfense et le développement du système d'obligation de servir font du DDPS et de son armée un département clé absolu. A juste titre!

Colonel EMG Stefan Holenstein, président de la CNAM

La Conférence nationale des associations militaires faïtières (CNAM) est une association militaire faïtière indépendante au sens de l'art. 6 al. 1 OAA. La CNAM regroupe actuellement 30 associations faïtières militaires (sociétés de sous-officiers, d'officiers et de spécialistes) avec près de 100 000 membres. Fondée en 1971, la CNAM a pour but le soutien mutuel dans les activités hors du service et prend position sur les sujets de politique de sécurité et de politique militaire. Cf. www.lkmd.ch

Armée, PC et service civil: conditions d'admission

Pour les personnes ayant des restrictions médicales

Le Conseil fédéral a adopté le rapport relatif aux conditions d'admission au service militaire, à la protection civile et au service civil pour les personnes ayant des restrictions médicales, lequel donne suite au postulat Hurni (20.4446). Ce document présente les critères permettant à des personnes affectées par des restrictions d'ordre médical d'accomplir l'un ou l'autre des services susmentionnés.

L'admission au service militaire ou de protection civile se fonde sur des critères d'aptitude médicale. Cela permet notamment de veiller à ce que les personnes qui accomplissent un service ne mettent en danger ni leur santé ni celle d'autrui. Dans le cadre de cette évaluation, de nombreux motifs médicaux d'ordre physique ou psychique peuvent conduire à une inaptitude au service militaire ou au service de protection civile.

Affectation différenciée et profils d'exigences adaptés

Depuis 1995, le principe dit de l'affectation

différenciée permet d'incorporer à la troupe des conscrits ayant des restrictions médicales (p. ex. incapacité à porter ou à soulever des charges, à effectuer des marches ou, pour des raisons de santé, à tirer). Les profils d'exigences appliqués lors du recrutement ont également été adaptés à cet effet. En outre, depuis 2013, des personnes déclarées inaptées au service militaire et au service de protection civile pour des motifs médicaux peuvent aussi, à leur demande, être attribuées à l'armée.

L'aptitude au service militaire est une condition impérative pour intégrer le service civil. C'est pourquoi une personne déclarée

inapte au service militaire ne peut pas être admise à ce service. Cette règle s'applique également aux personnes qui sont attribuées, à leur demande, à l'armée.

Égalité de traitement assurée grâce à la taxe d'exemption de l'obligation de servir

La taxe d'exemption permet de garantir l'égalité de traitement de tous les citoyens suisses astreints au service militaire. Ces derniers sont assujettis à cette taxe s'ils n'accomplissent ni le service militaire ni le service civil; les personnes astreintes au service de protection civile voient leur taxe d'exemption réduite de 4% pour chaque jour de service effectué. À cet égard, une exonération ou une réduction de la taxe d'exemption n'est possible que dans le respect de la loi fédérale sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir.

À l'avenir, l'armée continuera de s'adapter à l'évolution de la société civile afin de tirer le meilleur parti du potentiel de cette dernière. Avec l'affectation différenciée, l'attribution à l'armée de personnes déclarées inaptées au service militaire et la gestion de la diversité, l'armée a déjà introduit des mesures qui permettent à des citoyennes et citoyens ayant des restrictions médicales de servir aussi en son sein.

Acquisition de biens d'armement supplémentaires

Le CF prône l'accélération du processus d'achat du F-35A

La détérioration de la situation sécuritaire incite le Conseil fédéral à vouloir combler plus rapidement que prévu les lacunes en matière de capacités militaires. Lors de sa séance du 18 mai 2022, il a habilité le DDPS à porter diverses propositions de la Commission de la politique de sécurité du Conseil des États (CPS-E) devant le Parlement pendant les débats relatifs au message sur l'armée 2022. Il s'agit notamment d'acquérir une deuxième série de mortiers 16 et de consolider le domaine Cyber. Le Conseil fédéral soutient aussi la décision de la CPS-E de signer le contrat d'achat pour le nouvel avion de combat F-35A d'ici l'expiration de l'offre. De plus, il entend augmenter les dépenses consacrées à l'armée de 300 millions de francs en 2023 et continuer de le faire progressivement à partir de 2024 de manière à ce qu'elles correspondent au 1% du PIB en 2030.

Comme en attestent le rapport du Conseil fédéral sur la politique de sécurité (2021) et les documents de référence sur l'avenir de la défense aérienne (2017), sur la modernisation des forces terrestres (2019) et sur le renforcement de la cyberdéfense (2022), le DDPS et l'armée avaient anticipé les menaces actuelles. La situation telle qu'elle se présente aujourd'hui en raison de la guerre en Ukraine faisait partie des projections depuis quelques années, avec les capacités et les systèmes nécessaires pour y faire face. Toutefois, les moyens à disposition obligeaient à fixer des priorités, à renoncer à des investissements ou à en repousser certains.

Au vu de la situation sécuritaire, il paraît désormais indiqué de combler au plus vite certaines lacunes. Après s'être penchée début mai sur le message sur l'armée 2022, la CPS-E préconise, sur la base des documents de référence, rapports et planifications du DDPS, d'apporter des modifications notables aux arrêtés fédéraux prévus. Le Conseil fédéral a autorisé ce jour le DDPS à défendre devant le Parlement diverses propositions de la CPS-E lors des débats concernant le message sur l'armée 2022.

Contrats d'achat du F-35A: signature d'ici fin mars 2023 au plus tard

Premièrement, le Conseil fédéral soutient la proposition de signer les contrats d'achat du F-35A avec le gouvernement américain d'ici au 31 mars 2023 au plus tard, soit pendant la durée de validité des offres, sans attendre une éventuelle votation sur l'initiative populaire «Stop F-35!».

En effet, il n'est pas certain que l'acquisition puisse se faire aux mêmes conditions si les contrats devaient être renégociés, notamment en ce qui concerne les prix et les délais de livraison. Depuis que la guerre en Ukraine a éclaté, de nombreux pays ont augmenté leur budget d'armement. Ainsi la Finlande a décidé d'acheter 64 F-35A, l'Allemagne veut

en acquérir jusqu'à 35 et le Canada s'est déjà engagé pour 88 de ces appareils, ce qui accroît largement les risques de retard de livraison. Pour que la Suisse puisse protéger sa population des menaces aériennes au-delà de 2030, il importe toutefois qu'elle reçoive ses premiers F-35A dès 2027. Les initiatives populaires ne déploient aucun effet juridique avant d'être acceptées par le peuple et par les cantons. Seul un oui dans les urnes se traduirait par une nouvelle disposition constitutionnelle.

Programme d'armement supplémentaire 2022 pour 285 millions

Deuxièmement, la CPS-E a déjà décidé d'augmenter de 300 millions de francs les crédits d'engagement destinés aux biens d'armement pour l'année en cours. Le Conseil fédéral soutiendra également ce projet devant le Parlement.

Dans le détail, il s'agit, pour 110 millions de francs, de renforcer l'autoprotection de l'armée dans le cyberspace et dans l'espace électromagnétique (à travers la mise en place d'un centre de suivi de la situation

cyber et d'un site de remplacement, à travers l'acquisition de moyens de cyberdéfense mobiles supplémentaires intégrés à des véhicules et à travers l'augmentation du degré de protection du réseau de conduite suisse) et d'investir 175 millions de francs dans une deuxième série de mortiers 12 cm 16. De plus, le crédit d'engagement «Études de projet, essais et préparatifs d'achat» doit aussi recevoir 15 millions de francs supplémentaires afin de pouvoir acquérir un véhicule modèle pour les futurs véhicules de commandement.

Augmentation à court terme des dépenses de l'armée

Troisièmement, le Conseil fédéral habilite le DDPS à augmenter le plafond des dépenses militaires pour les années à venir, soit de 300 millions de francs pour 2023. À compter de 2024, les dépenses militaires devront augmenter progressivement chaque année de manière à correspondre au 1% du PIB en 2030. Il est encore trop tôt pour fixer des montants exacts. Le Conseil national s'était déjà prononcé récemment pour une hausse progressive des dépenses de l'armée à 1% du PIB jusqu'en 2030. Quant au Conseil des États, il n'a pas encore délibéré sur la motion correspondante.

En revoyant ainsi le budget militaire à la hausse, le Conseil fédéral entend permettre des acquisitions supplémentaires dans les années à venir et anticiper la réalisation de projets déjà prévus. La planification détaillant les années d'acquisition et les biens d'armement prévus reste à fixer concrètement.

Mise hors service des F-5 Tiger maintenue par le Conseil fédéral

La CPS-E s'est prononcée en outre contre la mise hors service des avions de combat F-5 Tiger. Mais le Conseil fédéral juge que les explications contenues dans le message sur l'armée suffisent à justifier une telle procédure, d'autant que les missions encore réalisées par les F-5 Tiger peuvent être assumées autrement. Les économies correspondantes se montent à quelque 44 millions de francs par an, ce qui renforce encore le Conseil fédéral dans sa décision de les mettre hors service.



Le mortier 12 cm 16

«Sécurité 2022»

La sécurité avant la liberté

En janvier 2022, avant que ne débute la guerre en Ukraine, les citoyennes et citoyens suisses plaçaient la sécurité avant la liberté, se sentaient en sûreté et avaient une grande confiance dans les institutions. C'est ce que révèlent les résultats de l'étude «Sécurité» de cette année, publiée par l'Académie militaire (ACAMIL) et le Center for Security Studies (CSS), rattachés tous deux à l'EPF de Zurich. Un sondage complémentaire, dont les résultats seront disponibles cet été, montrera si la crise ukrainienne a un impact sur l'état d'esprit de la population.

Selon un sondage réalisé en janvier 2022, la plupart des citoyennes et citoyens estiment que la sécurité prime la liberté (57%, +1 point de pourcentage [pp] par rapport à 2018), la proportion des personnes qui pensent le contraire ayant enregistré une baisse significative (45%, -9 pp). Par rapport à 2008, les personnes interrogées sont moins souvent d'avis que l'État doit assumer un nombre croissant de tâches (50%, -7 pp). L'opinion selon laquelle l'État s'immisce bientôt partout en Suisse en réglementant tout au détriment de la liberté individuelle prévaut également moins qu'en 2007.

Une confiance intacte

Sur une échelle de 1 = «aucune confiance» à 10 = «confiance totale», les institutions suivantes continuent d'inspirer confiance: la police (7.9, +0.0), la science (7.8, +0.0), les tribunaux (7.6, +0.0) et le Conseil fédéral (7.3, +0.0) conservent les premières places du classement. L'économie (7.0, +0.1) occupe désormais le cinquième rang devant le Parlement (6.8, -0.1), suivi de l'armée (6.7, -0.1). C'est aux partis politiques (5.5, -0.1) et aux médias (5.4, -0.1) que la population se fie le moins.

En janvier 2022, 94% des personnes interrogées disaient éprouver un sentiment général de sécurité, ce qui demeure un taux élevé (-1 pp). En outre, 86% envisagent l'avenir de la Suisse avec plus d'optimisme qu'en 2021 (+3 pp), même si l'inquiétude quant à l'évolution de la situation politique mondiale se fait toujours sentir du point de vue statistique (68%, +3 pp).

Attachement à la neutralité et faible disposition à l'ouverture

La population suisse reste quasi unanimement attachée au principe de la neutralité (97%, +1 pp) et est toujours peu encline à l'ouverture en matière de politique extérieure. Alors que la médiation accrue des conflits (75%, +4 pp), l'aide au développement (66%, +1 pp) et la coopération économique avec l'Union européenne (83%, +0 pp) sont approuvées par la majorité des personnes interrogées, le rejet de l'adhésion à l'Union européenne (16%, +3 pp) ou à l'OTAN (26%, +1 pp) reste d'actualité. Quant à la coopération avec l'ONU, elle n'est certes plus soutenue avec la même force, mais ses partisans demeurent clairement majoritaires.

Attitude positive à l'égard de l'Armée suisse

La majorité de la population approuve la nécessité de l'armée (79%, +2 pp) et le système de milice (60%, +2 pp). En janvier 2022, les citoyennes et citoyens étaient particulièrement favorables à une armée «très bien formée» (88%, +15 pp) et «entièrement équipée» (70%, +12 pp). Le taux de satisfaction à l'égard des prestations de l'armée a également augmenté de manière significative.

Le président de la Confédération au St-Siège**Rencontre le pape et sa garde**

Présent à Rome pour assister à la prestation de serment des nouveaux gardes suisses, le président de la Confédération Ignazio Cassis s'est entretenu avec le pape François et l'archevêque Paul Richard Gallagher, secrétaire du Saint-Siège pour les relations avec les États. Les discussions ont porté principalement sur les relations historiques qui lient les deux pays et que vient encore de renforcer la décision du Conseil fédéral d'ouvrir une ambassade au Vatican.

Le président de la Confédération Ignazio Cassis a assisté à la prestation de serment de 36 nouveaux gardes suisses. La cérémonie a lieu traditionnellement le 6 mai, en souvenir des 147 soldats tombés lors du Sac de Rome en 1527. La délégation suisse était accompagnée de la présidente du Conseil national Irène Kälin et du président du Conseil des États Thomas Hefti.

Fondée en 1506 par le pape Jules II, la Garde suisse pontificale, symbole des liens historiques qui unissent la Suisse et le Saint-Siège, était également au cœur des entretiens qu'a menés le président de la Confédération Ignazio Cassis avec le pape François et l'archevêque Paul Richard Gallagher. Ignazio Cassis a réitéré la volonté de la Confédération de soutenir financièrement la rénovation de la caserne de la Garde suisse pontificale au Vatican et s'est informé sur l'état d'avancement du projet.

Des questions internationales comme la guerre en Ukraine et l'architecture européenne de sécurité ont également été évoquées lors des entretiens. En novembre dernier, à l'occasion de la visite en Suisse du secrétaire d'État du Vatican, le cardinal

Pietro Parolin, les deux pays ont signé une déclaration commune, qui vise à intensifier les efforts conjoints et à renforcer la coopération bilatérale et multilatérale pour promouvoir la paix et les droits de l'homme dans le monde. Cet engagement a été réaffirmé par les deux pays qui «partagent les valeurs de la paix et du dialogue», a déclaré le président de la Confédération.

Réalisation de l'étude «Sécurité 2022» en janvier 2022

L'institut de sondage LINK a recueilli les données auprès d'un échantillon représentatif de personnes entre le 4 et le 20 janvier 2022, avant que ne débute la guerre en Ukraine. Pendant cette période, il a interrogé par téléphone 1217 citoyennes et citoyens de Suisse allemande, de Suisse romande et du Tessin. Avec un niveau de fiabilité de 95%, l'erreur d'échantillonnage est de +/- 2,9% dans le pire des cas.

Sondage complémentaire suite à la guerre en Ukraine

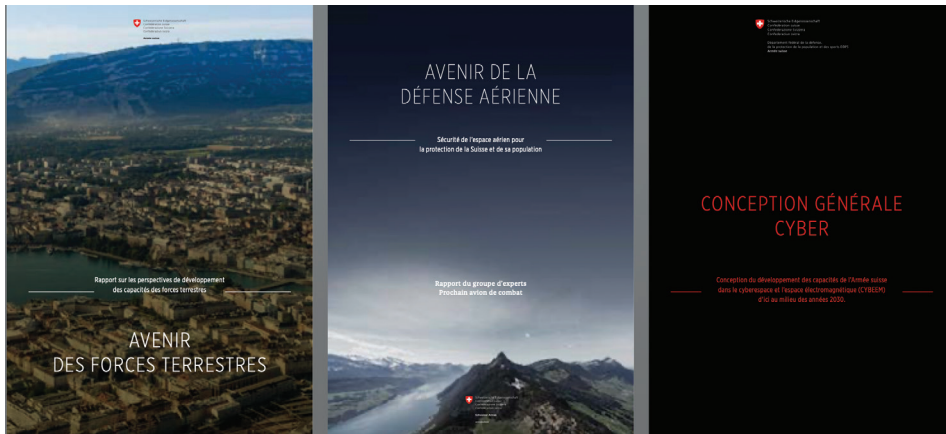
En raison de la guerre qui a éclaté en Ukraine le 24 février, l'ACAMIL et le CSS ont organisé un sondage complémentaire afin de déterminer l'impact de cet événement sur l'état d'esprit de la population. L'enquête représentative a été réalisée du 30 mai au 17 juin 2022 auprès d'un millier de personnes et les résultats seront présentés cet été.

En marge de sa visite au Vatican, le président de la Confédération et chef du DFAE Ignazio Cassis a présenté le site qui accueillera la future ambassade de Suisse près le Siège-Saint et annoncé le lancement des travaux. La nouvelle représentation diplomatique, voulue par le Conseil fédéral pour exploiter au mieux le potentiel de collaboration bilatérale dans les secteurs prioritaires de la politique extérieure suisse et répondre à l'augmentation des tâches diplomatiques observée ces dernières années, s'occupera également des relations de la Suisse avec Malte et Saint-Marin. La nouvelle ambassade devrait être opérationnelle dans les prochains mois. Actuellement, c'est l'ambassadeur de Suisse en Slovaquie, co-accrédité auprès du Saint-Siège, qui représente les intérêts de la Suisse au Vatican.

«Conception de l'avenir de l'armée»

La nouvelle brochure sur l'avenir des forces armées

L'Armée suisse a édité une brochure qui reprend ses trois rapports de base sur le développement de la défense aérienne, des forces terrestres et du domaine Cyber. Intitulée «Conception de l'avenir de l'armée», elle explique sous une forme abrégée comment l'armée entend développer ses capacités et ce qu'elle a planifié jusqu'à présent. Elle esquisse également ce que l'armée veut mettre en œuvre et jusqu'à quand.



Avec la guerre en Ukraine, beaucoup de personnes en Suisse ont de nouveau pris conscience de la valeur de la sécurité et se demandent comment l'armée, à l'avenir aussi, peut assurer avec efficacité sa mission principale, à savoir défendre notre pays, sa population et les infrastructures

importantes contre une attaque armée. Ces dernières années, l'armée a mené une réflexion de fond sur l'orientation qu'elle doit donner à son développement afin d'accomplir efficacement ses tâches à l'avenir aussi. Elle a analysé les menaces possibles, développé des scénarios, élaboré

des concepts et effectué des simulations. Elle a une conception claire de la façon dont elle veut et doit développer ses capacités militaires pour parvenir à maîtriser efficacement les menaces et les dangers, dans un avenir proche et lointain.

Les trois rapports de base réunis dans une brochure

L'armée a exposé ses conclusions et ses réflexions dans trois rapports de base complets et détaillés, qu'elle a publiés au cours des cinq dernières années:

- «Avenir de la défense aérienne» (2017)
- «Avenir des forces terrestres» (2019)
- «Conception générale cyber» (2022)

Ces trois rapports décrivent de manière détaillée les capacités que l'armée entend développer dans les années 2020 et 2030 et les investissements en rapport. Les premiers enseignements militaires de la guerre en Ukraine confirment les conclusions formulées, les exigences qui en découlent et ainsi l'orientation du développement de l'armée.

Les trois rapports de base concernant l'orientation future de l'armée comprennent en tout 470 pages. Afin de rendre leurs contenus plus accessibles au public, l'armée les a compilés dans une brochure PDF d'une quarantaine de pages, intitulée «Conception de l'avenir de l'armée» et téléchargeable sur le site Internet de l'armée. La brochure explique ce que l'armée a planifié jusqu'à présent et elle esquisse ce qui doit être mis en œuvre et dans quel délai. Elle est donc une base de discussion importante sur l'orientation stratégique de l'armée.

Pour les commandants de compagnie

Un certificat civil

En collaboration avec la Formation supérieure des cadres de l'armée (FSCA), l'Université de Lucerne propose un Certificate of Advanced Studies (CAS) en Decisive Leadership. Ce cursus, qui s'adresse aux futurs commandants et commandantes d'unité de l'Armée suisse, est la première formation militaire à être reconnue en tant que CAS de niveau universitaire.

Les chefs et cheffes de section de l'Armée suisse qui souhaitent assumer le commandement d'une unité (généralement une compagnie) doivent accomplir le stage de formation de commandement d'unité de quatre semaines à l'École centrale à Lucerne. Dans ce cadre, les participantes et participants qui possèdent déjà un diplôme d'une haute école peuvent désormais obtenir un CAS en

Decisive Leadership. Le surcroît de travail qui en découle s'élève à seulement cinq demi-journées, comme l'ont relevé lors de la présentation du stage à Lucerne le prof. Bruno Staffelbach, recteur et professeur en économie d'entreprise à l'Université de Lucerne, le commandant de corps Thomas Süssli, chef de l'Armée, et le divisionnaire Germaine Seewer, commandant de

la FSCA. Les 13 crédits ECTS acquis à l'issue de la formation peuvent être intégralement comptabilisés dans le cadre du Master of Advanced Studies (MAS) en Effective Leadership, également proposé par l'Université de Lucerne en collaboration avec la FSCA.

Le stage de formation, organisé pour la première fois en août prochain, est la première formation militaire en Suisse à être reconnue en tant que CAS de niveau universitaire. D'une part, l'accent est mis sur le transfert de la formation au commandement militaire dans d'autres domaines, par exemple pour l'économie privée, l'administration publique ou les organisations d'urgence. D'autre part, il s'agit de transmettre non seulement des bases académiques relatives au leadership, mais aussi des ressources issues de la philosophie, de la science des religions et de l'économie qui aident à la prise de décisions et à la conduite de négociations.

Depuis toujours, les cadres de l'échelon de l'unité disposent d'une vaste expérience de la conduite qu'ils peuvent appliquer dans tous les domaines de la vie.

Désormais, le nouveau CAS ouvre encore de nouvelles portes aux commandantes et commandants de compagnie en reconnaissant leurs compétences de conduite aussi dans le domaine civil.

Nam - NOTRE ARMÉE DE MILICE

Des lecteurs en Suisse romande, au Tessin et des milliers d'exemplaires en Suisse alémanique

ET DANS TOUTES LES ÉCOLES MILITAIRES

Info, abonnements et changements d'adresse:

Nam, case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

Tél. : 024 426 09 39 ou info@revue-nam.ch

Matériel d'anciens et d'actuels stocks de l'armée **Pour l'Allemagne et la Pologne**

L'Allemagne et la Pologne ont adressé au DDPS des demandes de transmission de matériel provenant d'anciens stocks ou de stocks actuels de l'armée. Le DDPS a décidé de la réponse à donner à ces demandes. L'Allemagne peut disposer librement des chars Leopard 2 déjà revendus à l'entreprise Rheinmetall il y a douze ans, car il n'y a plus de contraintes dans ce domaine. Par contre, les chars Leopard 2 désaffectés ne seront pas remis à la Pologne; il faudrait pour cela une mise hors service et donc une décision du Parlement. En outre, la Suisse cédera à la Grande-Bretagne une partie d'une première livraison d'armes antichars qu'elle avait commandées à l'entreprise suédoise Saab AB. Comme prévu, la majeure partie des systèmes commandés sera livrée à la Suisse d'ici le début 2023.

Ces dernières semaines, des États européens ont adressé des demandes à la Suisse concernant la livraison de matériel de guerre. Il s'agit notamment de permettre à des pays de reconstituer leurs propres stocks après avoir mis des systèmes militaires à la disposition de l'Ukraine. Les demandes de transfert de matériel excédentaire provenant d'anciens stocks ou des stocks actuels de l'armée et qui n'est plus nécessaire relèvent de la compétence du DDPS, tout comme les livraisons prévues de systèmes commandés. L'aliénation de matériel excédentaire de l'armée ne relève pas de la loi sur le matériel de guerre.

L'Allemagne peut disposer des chars Leopard 2 qui ont été revendus

En raison de la guerre en Ukraine, l'Allemagne a l'intention de mettre de grands systèmes militaires à la disposition de différents États européens. Elle recherche donc, entre autres, des chars de combat de type Leopard 2 A4 issus de l'industrie. Entre décembre 2010 et mai 2011, armasuisse avait revendu 42 de ces engins mis hors service au fabricant d'origine Rheinmetall Landsysteme GmbH à Kiel. Le canon de 120 mm, l'installation de lancement multiple, les mitrailleuses, l'installation de communication de bord ainsi que d'autres pièces d'équipement avaient alors été démontés pour tous les véhicules. Ces éléments sont restés en Suisse pour servir de pièces de rechange pour les chars Leopard restants. Le DDPS a confirmé à l'Allemagne que l'utilisation ultérieure des chars vendus il y a douze ans déjà relève de la seule responsabilité de Rheinmetall et est donc soumise à la législation allemande sur l'exportation de matériel de guerre. L'Allemagne peut ainsi décider librement de l'utilisation ultérieure de ces véhicules.

Pas de transfert de chars Leopard 2 désaffectés à la Pologne

Une demande du gouvernement polonais a également été examinée. La Pologne s'intéresse aux chars désaffectés de type Leopard 2 A4 de l'Armée suisse. La Pologne motive cette demande par le fait qu'elle a livré des

armes en quantité substantielle à l'Ukraine, y compris des moyens lourds, et qu'elle a donc maintenant besoin de moyens pour reconstituer ses propres stocks et capacités de défense.

Étant donné que l'aliénation de chars désaffectés à un autre État suppose en amont une mise hors service de ces systèmes, étape soumise à l'approbation du Parlement dans le cadre de messages sur l'armée, le DDPS estime que, dans les circonstances actuelles, l'aliénation de chars désaffectés à la Pologne ne peut pas être réalisée dans un délai utile.

Avec le message sur l'armée 2016, le Parlement a approuvé l'acquisition de trois différents systèmes d'armes polyvalentes à épauler. Le «Next Generation Light Anti-tank Weapon» (NLAW) de la société suédoise Saab

Dynamics AB en fait partie. Les armes polyvalentes à épauler de type NLAW servent à combattre les chars, les chars de grenadiers et d'autres véhicules adverses à moyenne et longue distance, ainsi qu'à ouvrir des brèches dans les positions fortifiées adverses ou dans des bâtiments afin de permettre l'infiltration de ses propres troupes.

La livraison à la Suisse était prévue de manière échelonnée. L'Office fédéral de l'armement armasuisse avait constaté des problèmes de qualité en été 2021 lors de la réception d'une première partie de la commande. Saab avait alors vérifié le système et procédé à des adaptations techniques sur la roquette. Les systèmes concernés n'étaient pas encore en Suisse. Les livraisons pourraient bientôt commencer et s'achever au début de l'année 2023.

Les services gouvernementaux britanniques ont demandé au DDPS s'il serait prêt à céder à la Grande-Bretagne la première des deux livraisons à la Suisse et à la recevoir en échange au quatrième trimestre 2024 au lieu du premier trimestre 2023. La raison invoquée est que la Grande-Bretagne a besoin de ces systèmes pour augmenter ses propres stocks.

Le DDPS a décidé de céder à la Grande-Bretagne la livraison des deux premiers lots de NLAW prévus pour la Suisse, ce qui correspond à 30% du volume commandé. La livraison de ces deux lots à la Suisse est donc retardée jusqu'à fin 2024 environ. Les deux autres lots (70% du volume total) devraient être livrés comme prévu d'ici début 2023.

D'un point de vue militaire, la livraison plus tardive des deux premiers lots est tout à fait soutenable, car l'Armée suisse dispose d'autres systèmes d'armes pour la défense antichars. De plus, l'instruction de la troupe pourra commencer comme prévu avec des simulateurs et la livraison à partir de la fin 2022.

Dernier hélicoptère Cougar

Remise aux Forces aériennes

RUAG a remis aux Forces aériennes suisses le dernier des neuf Cougar modernisés de la flotte d'hélicoptères.

Ce programme de modernisation de la série, qui avait été approuvé par le Conseil fédéral en 2018 à l'occasion du message sur l'armée, avait démarré début 2019 par la transformation du premier Cougar.

Le Conseil fédéral avait commandité en février 2017 dans le message sur l'armée 2018 ce projet de série qui porte donc sur le maintien de la valeur de la flotte de Cougar des Forces armées suisses. Après avoir assuré le maintien de la valeur du Super Puma TH89 transformé en TH06, ce fut au tour des Cougar TH98 de se voir modernisés en TH18. Ce programme de modernisation, qui a duré près de trois ans, s'est achevé conformément au calendrier par la remise du dernier Cougar TH18 modernisé.

Afin de prolonger la durée d'utilisation de ces hélicoptères qui ont déjà plus de vingt ans, et d'en assurer la disponibilité au moins encore jusqu'en 2035, la flotte de Cougar



TH98 a été modernisée par RUAG. L'objectif de ce maintien de la valeur était d'opérer le rapprochement entre les deux hélicoptères de transport que sont le Super Puma et le Cougar. Cela permet de réaliser des procédures d'intervention et des formations de façon plus uniforme et plus simple.

En tant que partenaire technologique de l'Armée suisse résolument orienté vers l'avenir, RUAG apporte une contribution essentielle à la sécurité souveraine de la Suisse.

A la SWISSCOY

Inclusion des femmes

La proportion de femmes dans l'armée suisse reste faible. Les engagements dans le domaine de la promotion de la paix, par exemple ceux au Kosovo avec la SWISSCOY, constituent une exception. Là, la proportion de femmes - selon le contingent - est d'environ 15%. Les hommes sont toujours nettement plus nombreux que les femmes, bien que les fonctions passionnantes ne manquent pas - en particulier pour les femmes.



Une chose pour commencer: je suis une greenhorn militaire. Jusqu'à récemment, je n'avais absolument rien à voir avec l'armée. Non pas parce que cela ne m'intéressait pas, mais tout simplement parce que je n'avais aucun point de contact avec l'armée suisse. Je viens d'une famille dominée par les femmes: J'ai deux sœurs, une mère et même notre chienne est une femme. Le seul «être masculin» chez mes parents est mon père, et il était bien content de pouvoir abandonner définitivement ses bottes de combat. Car à part quelques anecdotes amusantes sur son école de recrues, je n'ai pas retenu grand-chose d'utile de son passage à l'armée. Fin 2020, lorsque j'ai décidé qu'après plus de huit ans de journalisme, j'avais besoin d'une pause, je suis tombé sur l'offre d'emploi 'Officier de presse et d'information' (OPI) auprès de la SWISSCOY en mission de promotion de la paix au Kosovo. Et dans cette offre, il y avait cette phrase: «Les femmes sans formation militaire de base recevront une formation militaire adaptée à leur fonction». Je ne pouvais absolument pas imaginer ce que cela signifiait exactement. Ne serait-ce que pour satisfaire ma curiosité, j'ai posé ma candidature. Le reste appartient à l'histoire, car au moment où j'écris ces lignes, je suis assise dans le bureau de l'OIP au camp principal de la Kosovo Force (KFOR) près de la capitale Pristina. Et quelle a été la réaction de ma famille, dominée par les femmes? «Tu es fou!»

Des sous-vêtements conformes aux normes militaires

Oui, par moments, j'avais un peu l'impression d'avoir opté pour une drôle d'aventure. Dès l'essayage des vêtements, je me suis

rendu compte que j'avais glissé dans un monde d'hommes qui n'était pas forcément fait pour une femme de 1,58 cm comme moi. Après que j'ai enfilé un pantalon et un t-shirt, la femme qui m'a fait essayer les vêtements a souri, un peu gênée, et m'a simplement dit: «Vous n'avez pas besoin d'essayer le reste. Je leur donne toujours la plus petite taille. Il n'y a rien de plus petit ici». Ce qui est amusant, c'est que le seul vêtement conçu spécialement pour les femmes était le slip. Cela m'a plutôt surpris, car ce serait vraiment la dernière pièce de vêtement que j'aurais déclarée 'nécessairement conforme aux exigences militaires' pour mon engagement. J'ai également reçu le gilet pare-éclats dans la plus petite taille disponible. Dès que je suis assise, il me remonte jusqu'aux oreilles. Je me suis dit en souriant: «On ne peut pas faire plus sûr». Je suis contente que l'armée veuille apparemment changer tout cela lors de la prochaine 'mise à jour des vêtements et de l'équipement'.

Avant de pouvoir me rendre au Kosovo, j'ai suivi un cours militaire de base* axé sur l'engagement au centre de compétences SWISSINT de Stans-Oberdorf. Pendant trois semaines, les formateurs de Stans-Oberdorf se sont consacrés à une douzaine de femmes. Ils nous ont par exemple appris à tirer, à lire des cartes, à faire des étincelles, à nous défendre contre les risques NBC, à assurer le service sanitaire ou encore à utiliser des moyens de contrainte. Pour moi, l'instruction de base MilGANE a été une période totalement passionnante, car c'était mon premier vrai contact avec l'armée. Et celui-ci m'a semblé très professionnel. Tous les formateurs travaillaient depuis des

années dans l'armée et avaient effectué au moins une mission à l'étranger. Ils formaient également deux fois par an ces groupes exclusivement féminins, c'est pourquoi ils savaient exactement ce dont nous avions besoin pour devenir «fit for the mission».

Tu n'as pas fait la «vraie» ER?

Après la MilGANE j'ai suivi l'EBA, l'instruction liée à l'engagement, qui s'est déroulée avec l'ensemble du contingent. Là encore, les bases nécessaires à l'engagement ont été enseignées. Mais le contingent était mélangé de manière sauvage: des femmes et des hommes issus de toutes les armes et de toutes les professions. J'ai trouvé cela extrêmement intéressant! Bien sûr, certains hommes ont assez vite remarqué qu'il était impossible qu'autant de femmes aient suivi une ER. La question «Gel, tu n'as pas fait la 'vraie' ER?» m'a donc été posée relativement souvent. Je me suis vite rendu compte que tout le monde n'appréciait pas que des femmes puissent effectuer un engagement de promotion de la paix sans avoir accompli d'ER. De plus, pendant l'IFO, la différence entre les femmes, qui n'avaient pas fait de service militaire auparavant mais qui avaient été formées à la MilGANE, et les hommes était tout sauf grande. Comme nos connaissances militaires de base étaient encore très récentes, nous pouvions tout à fait rivaliser avec nos camarades masculins. Sans la MilGANE, il n'y aurait pas autant de femmes dans les engagements de la SWISSCOY au Kosovo ou de l'EUFOR en Bosnie-Herzégovine, tout simplement parce que trop peu d'entre elles optent pour une ER. Dans la promotion de la paix, il existe toutefois un besoin opérationnel de femmes, par exemple dans les équipes de liaison et de surveillance (LMT). Celles-ci s'entretiennent avec la population locale sur place et certains citoyens préfèrent discuter de ce qui les préoccupe avec une femme. Pour entendre également les préoccupations des femmes dans la zone d'intervention, il faut des observatrices. De plus, les équipes mixtes travaillent mieux et sont plus productives, comme le prouvent diverses études. C'est pourquoi l'armée s'est également fixé pour objectif de faire passer la proportion de femmes d'environ 1% actuellement à 10% d'ici 2030. A la SWISSCOY, les femmes et les hommes peuvent occuper les mêmes fonctions s'ils sont qualifiés - les conditions techniques sont les mêmes. Il en va de même pour le 45° contingent: les quelque 15% de militaires féminins actuels sont représentés dans tous les domaines et



fonctions possibles, de la troupe aux cadres. Actuellement, les femmes sont par exemple engagées en tant que commandante suppléante de l'élément de soutien national (NSE), occupent la fonction de commandant d'équipe d'un LMT ou de conseillère politique (POLAD) au profit de la KFOR. Elles sont également présentes dans les domaines de la logistique, de l'artisanat et de la médecine.

Pour moi, cela en valait plus que la peine.

Je garderai un excellent souvenir de mon engagement à la SWISSCOY, tout comme de la MilGANE, sans laquelle je n'aurais jamais eu cette chance. L'armée m'a permis d'acquérir de nombreuses nouvelles compétences qui me plaisent vraiment, comme le tir ou l'étincelle. J'ai également profité d'une bonne formation sanitaire, qui peut également m'être très utile dans ma vie privée. Mais ce qui me plaît le plus, ce sont les nombreuses rencontres passionnantes que je fais ici. C'est aussi ce qui me plaît dans le système de milice suisse: les personnes les plus diverses se réunissent pour un tel engagement. On forme une équipe et on se complète, justement parce que chacun peut apporter ses connaissances.

Et en tant que spécialiste, je peux aussi donner quelque chose en retour à l'armée sous forme de connaissances spécifiques. C'est par exemple la première fois qu'un contingent produit régulièrement des contenus vidéo pour les médias sociaux. Notre livret de troupe, le 'Charlie Bravo', est publié sous forme cross-média et est désormais truffé de vidéos, ce qui apporte une grande valeur ajoutée au centre de compétences SWISSINT pour le recrutement de personnel. L'armée profite de mes années d'expérience dans les médias et, en contrepartie, me forme comme soldat pour un engagement en faveur de la paix. Je suis vraiment reconnaissante pour cela.

Bien sûr, même à la SWISSCOY, les femmes sont encore un peu 'exotiques'. En effet, les hommes sont aujourd'hui encore nettement plus nombreux que les femmes. Il y a pourtant des fonctions passionnantes ici au Kosovo, comme celle d'observatrice dans une équipe de liaison et de surveillance ou dans le domaine du transport aérien, par exemple le G3Air, qui organise les vols de Super Puma. Chaque contingent a également besoin de chauffeurs, de mécaniciens automobiles et d'électriciens. Comme chaque fonction est attribuée indépendamment du sexe, j'espère vivement que les femmes rattraperont leur retard en termes de pourcentage dans les années à venir. Surtout si les choses évoluent aussi dans le domaine de l'habillement.

Selina Berner, PIO II dans le contingent 45 de la SWISSCOY

* *MilGANE: formation militaire de base pour les non-incorporés - c'est-à-dire pour les femmes qui n'ont pas accompli d'ER, mais qui disposent de compétences spécialisées qui sont nécessaires dans le secteur d'engagement.*

Drone de reconnaissance

Premier vol en Suisse réussi

Le 15 juin dernier, peu après 07 :00, le nouveau drone de reconnaissance de l'Armée suisse a effectué son premier vol à Emmen. Avec ce vol d'essai réussi, le système de drones de reconnaissance 15 (ADS 15) franchit une nouvelle étape importante.



Après les essais de roulage réussis en mai 2022, le premier des deux drones du système de drones de reconnaissance 15 (ADS 15), arrivés en Suisse fin avril 2022, a effectué son premier vol avec succès.

07:00, le drone portant l'immatriculation D-14, piloté par un pilote d'essai suisse, a décollé pour son premier vol. Après avoir survolé pendant environ 70 minutes le drone est rentré en toute sécurité à Emmen. Durant le vol, l'engin a atteint une vitesse maximale de 180 km/h et une altitude maximale de 2'000 m au-dessus du niveau de la mer.

Des spécialistes du constructeur israélien Elbit ont assisté l'équipe de projet suisse lors de la préparation du vol et pendant celui-ci. Tous les points de test prévus pour le premier vol ont pu être réalisés avec succès.

Remise aux Forces aériennes d'ici la fin 2022

Avec le succès du premier vol, une étape importante a été franchie dans l'acquisition des ADS 15 et en prévision des autres vols d'essai en Suisse. Au cours des prochains mois, des vols d'essais supplémentaires auront lieu avec les deux drones (immatriculations D-11 et D-14) sur les aérodromes militaires suisses. Il s'agira notamment de tester les capteurs, de vérifier les fonctionnalités techniques des drones en vol et d'effectuer des engagements de durée variable. L'ADS 15 peut rester dans les airs jusqu'à 24 heures.

Une fois terminés les essais en vol et la certification par l'Autorité de l'aviation militaire MAA, les deux drones seront remis aux Forces aériennes dans le courant du deuxième semestre. Les quatre autres drones suivront d'ici fin 2023.

Système de drones de reconnaissance 15 (ADS 15)

L'ADS 15 est un système d'exploration sans pilote ni arme. Il remplace le système de drones de reconnaissance 95 utilisé par l'armée jusqu'à fin 2019, dont le niveau technologique correspond à celui des années 1980. La durée d'utilisation prévue de l'ADS 15 est de 20 ans. Le drone assure l'exploration des lieux et des objectifs, mais il peut également être équipé d'autres capteurs, comme un radar à synthèse d'ouverture pour obtenir une image de la situation au sol, ou pour l'exploration électronique. Le système de drones peut être engagé de jour comme de nuit.

Les prestations suivantes peuvent être fournies avec l'ADS 15:

- surveillance de vastes espaces;
- recherche, reconnaissance et poursuite de cibles;
- contribution à l'image de la situation et à la protection des infrastructures critiques et des forces impliquées.

Comme pour son prédécesseur, les utilisateurs sont des services militaires et civils, comme les états-majors de conduite cantonaux, les organes de police et de sauvetage ou le Corps des gardes-frontière. En cas de défense contre une attaque militaire, l'ADS 15 contribue à la conduite et au contrôle des actions au sol, notamment pour l'appui de feu. Outre les drones de reconnaissance, seuls des hélicoptères équipés de capteurs infrarouges (Forward Looking Infrared, FLIR) sont aujourd'hui adaptés à la reconnaissance aérienne. Les drones sont des engins résistants, fiables, peu risqués et pas trop chers, qui permettent d'assurer une présence durable dans une zone d'engagement. L'acquisition comprend six drones, y compris les composants au sol, le simulateur et la logistique.

Div ter 1

Pour les personnes ayant des restrictions médicales

Le Conseil fédéral a adopté le rapport relatif aux conditions d'admission au service militaire, à la protection civile et au service civil pour les personnes ayant des restrictions médicales, lequel donne suite au postulat Hurni (20.4446). Ce document présente les critères permettant à des personnes affectées par des restrictions d'ordre médical d'accomplir l'un ou l'autre des services susmentionnés.



Le div Mathias Tüscher salue le drapeau.

Les responsables de la Div ter 1 parlent d'une «communauté de destin».

Les exemples des aînés

Quelque mille cadres, officiers et sous-officiers supérieurs se retrouvaient, vendredi 13 mai 2022, dans l'enceinte du SwissTech

Convention Center. Située à Ecublens, près de Lausanne, cette construction abrite «un des plus grands centres de congrès, en raison du nombre de salles et de la capacité adaptable». Le cdt de la Div ter 1, le div Mathias Tüscher accueillait ses hôtes.

Des anciens commandants d'unités avaient



L'adj chef Etienne Bernard et l'adj chef Emmanuel Pellaud.



Le div Jean-Philippe Gaudin et le cdt C Philippe Rebord.

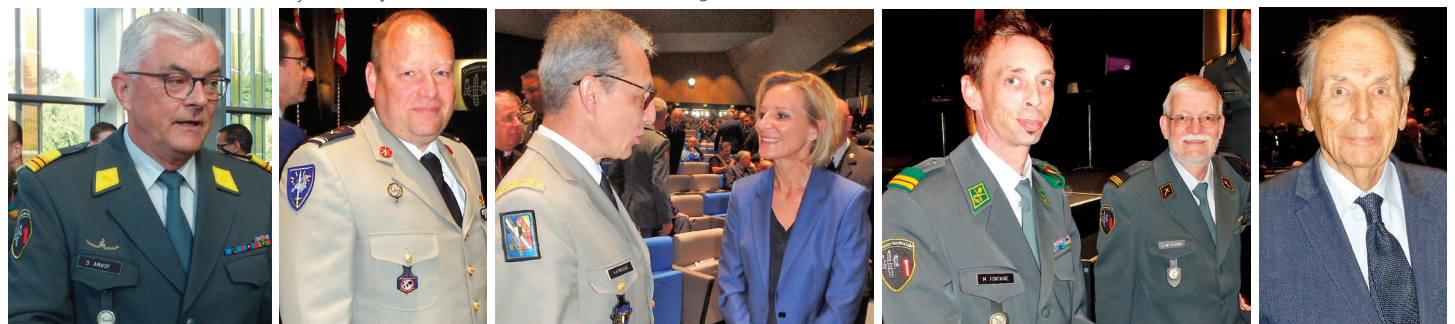
fait le déplacement. Citons le cdt C Adrien Tschumy: il dirigea la Div mont 10 (1982-1988), et fit réactiver la Patrouille des glaciers (1984); depuis lors, cette célèbre épreuve est également ouverte aux compétiteurs civils. Le cdt C Luc Fellay fut à la tête de la Div ter 1 (2000-2003), puis des Forces terrestres (2004-2007). Enfin, le br Michel Chabloy s'occupa de la Br inf 2 (issue de la réforme Armée XXI, cette troupe travailla entre 2003 et 2017). Quoique retraités, ces messieurs restent attachés à l'institution militaire.

En charge du Département de l'environnement et de la sécurité, la conseillère d'Etat vaudoise Béatrice Métraux prononçait un discours d'adieu. Effectivement, la magistrate se préparait à quitter ses fonctions (au 30 juin 2022). Rappelons que Mme Métraux fut élue le 18 décembre 2011; et le 3 octobre 2013, elle reprenait le Département des institutions et de la sécurité. Devant les cadres de la Div ter 1, la conseillère d'Etat partante relevait une bonne collaboration; durant plus de huit années, on avait pu l'instaurer entre l'autorité politique et l'armée.

Pour démontrer l'importance de la milice, le div Mathias Tüscher donnait la parole au cap Jean-Daniel Pasche. Le dernier nommé



Le lt col EMG Raoul Barca et le lt col Joël Oberson; le conseiller aux Etats neuchâtelois Philippe Bauer, le conseiller aux États vaudois Olivier Français, le député au Grand Conseil vaudois Georges Zünd.



Le col Daniel Amhof; le maj français Yves Cognée; le gal français Alexandre d'Andoque et la conseillère nationale genevoise Simone de Montmollin; le lt col Maxime Fontaine et le cap aum Jean-Marc Schmid; le cdt C Adrien Tschumy.



Le div Mathias Tüscher et la conseillère d'Etat Béatrice Métraux; le cdt C Luc Fellay, le col de police Alain Bergonzoli, le br Michel Chabloz.



Le col EMG Ian Logan; le col EMG Yannick Chardonnens et le cap Chloé Dousse; la présidente du Grand Conseil vaudois Laurence Cretegy, le col français Pierre-Emmanuel Trouvé; le cap Jean-Daniel Pasche.



L'abbé Jean Scarcella; le div Yvon Langel.

préside la Fédération de l'industrie horlogère suisse. Le cap Pasche pense que les obligations d'un commandant de compagnie concernent aussi le chef d'entreprise: respect aux subordonnés, marques de confiance, inspiration, prises de décisions. L'assistance adressait ses remerciements au div Yvon Langel. Il dirigea la Div ter 1 entre 2018 et 2021.

Une carte de visite

Le div Mathias Tüscher exhortait ses subordonnés. L'ordre et la discipline permettent le succès. La tenue, le comportement, le langage correspondent en quelque sorte à la carte de visite de l'unité. L'officier ne peut instruire sans maîtriser ces préliminaires. En outre, l'apport du corps des sous-officiers s'avère indispensable. Le div Tüscher regrettait l'absence des sergents à Ecublens. Le cdt de la Div ter 1 parlait aussi des cours de répétitions. Il s'agit de services importants, personne ne doit les considérer «en mode dégradé».

Signalons encore le départ à la retraite de l'adj chef Etienne Bernard. Parmi ses attributions, il œuvra pour la Div ter 1, en qualité d'aide de commandement. L'adj chef Bernard sera remplacé par l'adj chef Emmanuel Pellaud. P.R.

Apprentissage au sein du DDPS

Encourager le développement des compétences linguistiques

Les apprenties et apprentis du DDPS auront, dès cet automne, la possibilité d'aller travailler dans une région linguistique différente de leurs langues maternelles. Il s'agit pour le département de systématiser et de développer une pratique déjà en cours. Formateur d'environ 600 jeunes, le DDPS veut ainsi soutenir le développement personnel de la jeune génération et encourager le plurilinguisme.

Le DDPS veut systématiser les échanges linguistiques et encourager ses apprenties et apprentis à acquérir ou à améliorer leurs compétences linguistiques. Il s'agit de permettre aux jeunes de se développer au niveau personnel, mais aussi de promouvoir l'échange de connaissances en capitalisant sur le plurilinguisme du département. Dès cet automne, les apprenties et apprentis en formation au sein du DDPS pourront faire une demande d'échange dans une région linguistique différente de leur langue maternelle. En accord avec leurs parents et la personne responsable de leur formation, l'apprenti ou l'apprentie pourra, durant une période déterminée et sous certaines conditions, exercer son corps de métier dans une autre région linguistique de Suisse.

600 places de formation, 40 professions, 85 emplacements
Avec ses 600 places de formation dans 40 professions, réparties sur 85 emplace-

ments dans toutes les régions linguistiques de la Suisse, le DDPS offre plus de la moitié de toutes les places d'apprentissages à disposition au sein de l'administration fédérale. La plupart des jeunes accomplissent leur apprentissage dans les domaines suivants: mécatronique et mécanique automobile, polymécanique, cuisine, logistique, administration et entretien d'exploitation. Plus d'informations sur la formation professionnelle initiale au sein du DDPS sont disponibles sur le site Internet du DDPS. Les places d'apprentissage à repourvoir sont publiées chaque année sur le portail emploi de la Confédération.

Aidez Nam!

Soutenez votre revue par un don
CCP: 14-866108-0

IBAN CH38 0900 0000 1486 6108 0
ou par une annonce: info en page 5

Officiers vaudois en assemblée

Police et sécurité

La protection du pays est souvent assurée par des personnes qui œuvrent dans des organisations différentes. Pourtant, les compétences se rejoignent et se complètent.



Le col EMG Christophe Gerber, l'adj Michel Riesen et le conseiller d'Etat Frédéric Borloz.

En collaborant au maintien de l'ordre public, un civil transmet son savoir quand il devient soldat. Donnons cet exemple particulier. André Duvillard a été commandant de la Police cantonale neuchâteloise; en tant que colonel de milice, il a aussi dirigé le Commandement d'engagement de la police militaire - recherche et protection. Spécialisé dans les prestations de police judiciaire, un tel organe contribuait à protéger l'armée contre l'espionnage, le sabotage et d'autres actions illicites; la protection des citoyens figurait aussi parmi les attributions. On rencontrait souvent des membres de corps de police civils qui exerçaient, pour l'armée, des activités de police judiciaire et de sécurité.

Avec les élus politiques

Samedi 7 mai 2022, à Bex, les membres de la Société vaudoise des officiers se réunissaient; ils participaient à leur 197e assemblée générale. Le président cantonal, le col EMG Christophe Gerber, et le président du groupement Est, le plt Raphaël Mudry accueillaient les invités.

Plusieurs représentants des autorités politiques étaient présents. Citons le syndic de

Bex, M. Alberto Cherubini; les conseillers d'Etat Christelle Luisier-Brodard et Frédéric Borloz; les conseillers nationaux Jacqueline de Quattro, Céline Weber et Laurent Wehrli; le conseiller aux Etats Olivier Français. Au moment des discours, les auditeurs recevaient beaucoup de commentaires relatifs à la guerre en Ukraine.

Des officiers chevronnés devenaient membres honoraires (cette distinction est attribuée dès l'âge de 60 ans). Les aînés côtoyaient leurs cadets: le cap Jean-Daniel Thentherey est un policier retraité; le plt Guillaume Del Rio a obtenu, en 2021, son brevet de pilote militaire.

Un acronyme

Le col André Duvillard prononçait une conférence. Rappelons qu'il est délégué au «Réseau national de sécurité» (RNS). Depuis 2012, le col Duvillard intervient, en tant que médiateur, «dans le dialogue entre la Confédération et les cantons». M. Duvillard prendra très prochainement sa retraite.

L'orateur évoquait le concept VUCA (il s'agit d'un acronyme venu de l'anglais: Volatility, Uncertainty, Complexity, Ambiguity; en fran-



Le cap Pierre Droz et le col André Duvillard.

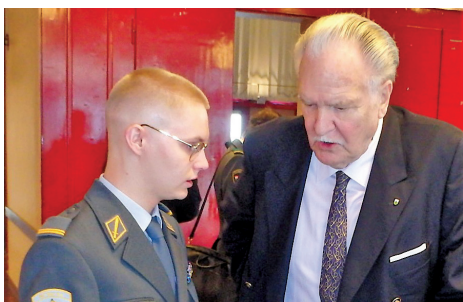
çais, les analystes parlent de volatilité, d'incertitude, de complexité et d'ambiguïté).

Un spécialiste donne ces explications: «premièrement inventé pour une utilisation dans l'armée américaine, le concept VUCA a ensuite été repris et adapté à l'environnement des entreprises anglo-saxonnes, du fait de la concordance entre les exigences militaires et les travaux exécutés dans le civil». Par exemple, le dirigeant commercial se préoccupe de la volatilité, parce que le marché de l'offre et de la demande varie beaucoup; de plus, l'expansion d'internet rend l'avenir imprévisible. Confronté à la cybernétique, le militaire connaît des problèmes comparables. Avec l'outil d'analyse VUCA, il est plus facile d'anticiper des situations changeantes.

Les membres de la SVO pouvaient encore rencontrer le successeur du col André Duvillard. En effet, le 4 mai 2022, le Conseil fédéral avait désigné le plt Martin von Muralt au poste de délégué du RNS. L'intéressé connaît la plupart des rouages de l'institution policière. M. Von Muralt bénéficie de connaissances théoriques: diplôme fédéral, examen professionnel supérieur de policier; formations continues, dans les domaines de la direction de projet, de la gestion des risques et de la cybersécurité. En outre, le plt von Muralt a fonctionné en qualité d'inspecteur (police judiciaire de Genève); puis, en tant que coordinateur à Interpol (Organisation internationale de police criminelle), et enquêteur à Fedpol (Office fédéral de la police). M. Martin von Muralt a commandé l'organisation Police région Morges. P.R.



Le lt col Roger Haupt; la conseillère nationale Céline Weber; le plt Martin von Muralt; l'adj EM Billy Meyer; le conseiller aux Etats Olivier Français; le cap Nicolas Leuba et le div Claude Meier.



Le plt Raphaël Mudry et le cap Nicolas Ritter.



Le cap Jean-Daniel Tenthorey et le lt col Lionel Perler.



Le lt col Etienne Kueng et le col EMG Pierre Streit.



Le col EMG Jacques Bühler et le plt Daniel Flückiger.

Service social de l'armée

860 000 francs de contributions

En 2021, le Service social de l'armée (SSA) a versé quelque 860 000 francs à des militaires, à des membres de la protection civile et du Service de la Croix-Rouge ainsi qu'à des patientes et patients militaires et à leurs proches. Il s'agit d'une baisse de 320 000 francs par rapport à l'année précédente.

Les dépenses du SSA ont légèrement diminué en 2021. Atteignant 860 000 francs, le montant total des contributions allouées était inférieur de 320 000 francs à celui de l'année précédente. Avec ses prestations de conseil, le SSA se tient à la disposition des militaires ainsi que des membres de la protection civile et du Service de la Croix-Rouge, en principe pendant toute la durée de leur service. En 2021 aussi, les prestations qu'il propose ont suscité un vif intérêt.

L'an passé, la ligne téléphonique du SSA (0800 855 844) a reçu 3036 appels (4445 l'année précédente). Les cinq travailleuses et travailleurs sociaux engagés à plein temps ont répondu à de très nombreuses demandes d'informations et traité 1690 dossiers (1920 en 2020). L'une des priorités en 2021 a été de mettre en œuvre les leçons tirées des engagements en service d'appui, et ce, sous la forme de mesures organisationnelles. En conséquence, des assistantes et assistants sociaux supplémentaires ont été recrutés au sein de l'état-major spécialisé du SSA afin de pouvoir accomplir des engagements intenses aussi durant de longues périodes. Cet état-major compte aujourd'hui une soixantaine de militaires de milice qui, dans le cadre de leurs cours de répétition, prodiguent des conseils au sein des écoles et des cours militaires. Il examine les demandes de soutien financier et, en cas de besoin, fournit une aide d'urgence.

Aide matérielle et conseil

Une aide matérielle a été accordée dans 340 cas (480 l'année précédente). Dans les 1346 autres cas (1439 en 2020), l'aide a pris la forme de conseils, d'une médiation ou d'une assistance. Les fonds déboursés pour les militaires ayant terminé l'école de recrues ou suivi des cours de répétition ont, à eux seuls, totalisé 516 746 francs.

Soutien: Les moyens financiers destinés à l'aide matérielle proviennent uniquement de fondations caritatives ou de donations.

Personnes auxquelles le SSA apporte son aide

- Militaires et membres du Service de la Croix-Rouge ou de la protection civile qui, en raison de leurs services soldés (p. ex. école de recrues, cours de répétition), rencontrent des difficultés d'ordre privé, professionnel ou familial
- Personnes accomplissant un service d'appui ou de promotion de la paix à l'étranger qui, ce faisant, se retrouvent en situation de détresse
- Patientes et patients militaires qui connaissent des difficultés à la suite d'un accident ou d'une maladie survenus lors de leur service (en complément des prestations de l'assurance militaire)
- Proches de patientes et patients militaires ou, en cas de décès, survivantes et survivants

Nomination d'un officier général

Un nouveau chef à la BLA

Lors de la séance du Conseil fédéral du 29 juin 2022, le divisionnaire Rolf André Siegenthaler a été nommé chef de la Base logistique de l'armée et membre du commandement de l'armée avec effet au 1^{er} octobre 2022. Il succède au divisionnaire Thomas Kaiser, qui prendra sa retraite anticipée au 31 août 2022.

Âgé de 59 ans, Rolf André Siegenthaler a étudié à l'Université de Lausanne de 1987 à 1993 et a obtenu une licence en lettres dans les disciplines de la germanistique, de la littérature anglaise et de la science politique. L'année de sa licence, il est entré dans le corps des instructeurs des troupes du génie comme instructeur d'unité dans les écoles de recrues de cette arme. De 1998 à 2001, il a été planificateur des troupes du génie dans le sous-groupe de la planification à l'État-major général. Après un séjour d'études à Rome au Collège de défense de l'OTAN

(Senior Course), il a travaillé au sein du commandement de la Formation supérieure des cadres de l'armée de 2002 à 2007 en tant que chef de groupe, puis chef d'état-major et chef des stages de formation à l'École d'état-major général, et enfin comme remplaçant du commandant de l'École des sous-officiers de carrière de l'armée.

En 2007, il a exercé le commandement de l'école du génie 74 et de la place d'armes de Bremgarten (AG). Conjointement à ses activités professionnelles, il a repris ses études, de 2009 à 2011, pour obtenir un Master of

Advanced Studies in Security Policy and Crisis Management à l'EPFZ. En 2011, il est devenu chef Pilotage des Forces terrestres et chef d'état-major du sous-projet consacré à l'organisation de l'armée dans le cadre du projet Développement de l'armée.



Le div Rolf André Siegenthaler

Le 1^{er} janvier 2013, le Conseil fédéral l'a nommé chef Planification de l'armée et remplaçant du chef de l'État-major de l'armée, avec promotion simultanée au grade de brigadier. Il l'a ensuite nommé remplaçant du chef du commandement des Opérations à compter du 1^{er} juillet 2018, le promouvant ainsi au grade de divisionnaire.

Esercito svizzero

Attualmente pronto a difendersi solo parzialmente

La Svizzera può dormire sonni tranquilli con il suo Esercito alle spalle? Solo in parte: è urgente rivitalizzare e modernizzare l'Esercito.

La guerra in Ucraina sta creando nuovi fatti e nuove dimensioni. Ci dimostra inesorabilmente che la sicurezza e la libertà in Europa non possono essere date per scontate. La Svizzera neutrale deve mantenere un alto livello di preparazione alla difesa.

A causa della continua incertezza degli sviluppi della guerra, anche una minaccia militare indiretta alla Svizzera non è improbabile. Ma siamo davvero pronti a difenderci? Al momento, solo in misura limitata. Il fatto è che il nostro Paese spende solo lo 0,7% del suo prodotto interno lordo (PIL) per la difesa, una cifra allarmante rispetto agli standard europei. Se la maggior parte degli Stati europei si sforza di spendere circa il 2% del proprio PIL, la Svizzera non allineata deve essere in grado di accantonare almeno l'1%, il che corrisponde a circa 7 miliardi di franchi svizzeri all'anno (oggi: 5 miliardi). È da qui che dobbiamo partire per liberare i fondi necessari al rilancio e alla modernizzazione dell'esercito svizzero.

Nella sessione straordinaria di maggio, il Consiglio nazionale si è espresso a favore dell'aumento del budget dell'esercito a 7 miliardi di franchi all'anno in occasione della guerra in Ucraina. Nella sessione estiva, il Consiglio degli Stati ha seguito la grande camera e ha sostenuto una mozione analoga nello stesso spirito con un'ampia maggioranza. La CNOM accoglie con favore l'azione rapida e senza pretese del Parlamento. Si tratta di un forte segnale parlamentare a favore dell'atteso ammodernamento e del rilancio delle forze armate. Inoltre, il nostro Paese guadagna credibilità nei confronti degli Stati vicini, che possono aspettarsi dalla Svizzera un serio contributo a un'architettura di sicurezza europea olistica.

Il modello di successo comprovato dell'esercito di milizia

L'Esercito svizzero "Edizione 2022" dispone di una serie di importanti risorse. Dal 1° gennaio 2018 è in corso l'attuazione del più grande progetto di riorganizzazione dell'esercito degli ultimi 20 anni, l'Ulteriore Sviluppo dell'Esercito per la Svizzera (USEs). Rispetto alle precedenti riorganizzazioni, parzialmente fallite, come quella dell'Esercito XXI, i risultati di questa riforma sono di tutto rispetto. L'USEs si basa sul collaudato sistema svizzero di coscrizione e milizia, che continua a essere un modello di incomparabile successo, invidiato da altri Paesi. L'obiettivo è di 100.000 persone, mentre il numero effettivo è di 140.000 membri dell'esercito. I vantaggi dell'USEs: maggiore disponibilità e un sistema di mobilitazione funzionante, come sappiamo dai tempi di Corona; formazione di quadri professionali e un più forte ancoraggio regionale. Inoltre, l'Esercito sviz-

zero - rispetto alla Germania o all'Austria - ha un sistema complessivo intatto composto da aviazione, forze di terra, difesa cibernetica, logistica e supporto al comando. I documenti di base dell'Esercito su aria, terra e cyber formano il "master plan" per una modernizzazione delle forze armate secondo i piani.

Lacune di capacità cruciali in caso di difesa

Tuttavia, lo stato del nostro Esercito è preoccupante per alcuni aspetti. Ha tre missioni da compiere: combattere, proteggere e aiutare. Ne soddisfa bene due. Con le tre missioni di assistenza durante la pandemia, ha dimostrato di poter aiutare efficacemente. Svolge bene anche la missione "proteggere", come ha dimostrato in occasione di conferenze internazionali. La missione principale della difesa è problematica. Le competenze dell'Esercito non raggiungono la profondità richiesta. Le ragioni di ciò risiedono nell'inadeguata capacità di difesa dell'Esercito XXI, che nel 2003 è stato ridotto al mero mantenimento delle loro competenze. La conclusione: l'Esercito svizzero può resistere solo poche settimane in una guerra di difesa, come ha chiarito il capo dell'Esercito in una straordinaria intervista in aprile 2022. Anche dopo il 2003, l'Esercito è stato ulteriormente ridimensionato e il budget fortemente ridotto. È da qui che dobbiamo partire: aumentare il livello dell'obiettivo e il budget dell'Esercito.

L'Esercito ha tratto le giuste conclusioni dalle minacce attuali e dalla guerra convenzionale in Europa. La prima priorità è quella di rinnovare i pesanti e robusti sistemi di terra per migliorare significativamente le capacità di difesa. Ciò è confermato dal rapporto "Modernizzazione delle truppe di terra" (2019), secondo il quale quasi tutti i sistemi d'arma stanno invecchiando e dovranno essere sostituiti al più tardi entro il 2025. Degni di nota sono gli obici semoventi del tipo M109 del 1974, così come i vari veicoli da combattimento di fanteria e il carro armato principale Leopard, nonché le armi anticarro. La "lista della spesa" è già piena fino all'orlo, compreso l'equipaggiamento completo dei 17 battaglioni di fanteria.

Come dimostra la guerra in Ucraina, i jet da combattimento svolgono un ruolo estremamente importante nel campo di battaglia moderno. Come elemento centrale dell'intero sistema dell'Esercito, sono semplicemente indispensabili. I 36 F-35 americani proposti dal Consiglio federale sono un vero e proprio colpo di fortuna per le nostre forze armate. Non solo sono di gran lunga i migliori aerei per i nostri scopi, ma anche i più economici e inoltre interoperabili. Anche in questo caso il tempo stringe, perché i vecchi F/A-18 raggiungeranno la fine della loro vita utile nel 2030. L'iniziativa

ipocrita e sbagliata "Stop F-35" del PS, dei Verdi e del GSoA è completamente fuori dal mondo. Ci aspettiamo almeno che il PS, in quanto partito del Consiglio federale, dia prova di vero senso politico ritirando rapidamente l'attuale iniziativa popolare in uno spirito di solidarietà. In ogni caso, il Consiglio federale dovrebbe acquistare i caccia immediatamente dopo l'autorizzazione del Parlamento. Non è il Consiglio federale, ma gli iniziativisti che stanno aggirando la democrazia silurando il sì del popolo nell'autunno 2020.

Inoltre, la rete e la digitalizzazione stanno diventando sempre più importanti, sia in volo che a terra. La cyber non sostituisce le minacce tradizionali, ma le rende più pericolose. Secondo l'ultimo rapporto del progetto del DDPS, c'è un urgente bisogno di azioni di personale nella difesa informatica.

Tuttavia, non è solo nell'area cibernetica che le scorte sono fonte di preoccupazione. In generale, il problema degli effettivi dell'Esercito e della Protezione civile può essere descritto come drammatico. Le decisioni molto importanti prese dal Consiglio federale nel marzo 2022 per garantire scorte sostenibili non sono quindi arrivate troppo tardi. Il modello del "obbligo di prestare servizio di sicurezza" ha la massima priorità per le società di milizia, soprattutto per la CNOM. Prevede che il servizio civile venga fuso con la protezione civile per formare un nuovo servizio di protezione e che l'acuto problema delle scorte nell'Esercito e nella Protezione civile venga risolto rapidamente e senza l'ostacolo di un'insormontabile revisione della Costituzione federale. Avrebbe anche il vantaggio di rendere obbligatoria la partecipazione alla giornata informativa dell'Esercito anche per le donne. Questo sarebbe il giusto passo verso il necessario aumento della percentuale di donne nell'Esercito. Alla luce dei drammatici sviluppi della politica di sicurezza in Europa, tuttavia, proponiamo di accelerare il processo di revisione fino alla fine del 2023, anziché fino alla fine del 2024 come previsto dal Consiglio federale. Anche qui l'accelerazione è all'ordine dell'ora per l'Esercito svizzero.

La guerra in Ucraina e i grandi progetti in corso per le truppe di terra, la difesa aerea, la cyberdifesa e l'ulteriore sviluppo del sistema di servizio obbligatorio rendono il DDPS col suo Esercito un dipartimento assolutamente fondamentale. E giustamente!

Colonnello SMG Stefan Holenstein,
présidente della CNOM

La Conferenza nazionale delle organizzazioni militari ombrello (CNOM) è un'organizzazione militare ombrello indipendente ai sensi dell'art. 6 comma 1 dell'IVA. La CNOM riunisce attualmente 30 associazioni militari (associazioni di sottufficiali, ufficiali e specialisti) con quasi 100.000 membri. Fondata nel 1971, la CNOM si propone di fornire un sostegno reciproco nelle attività fuori servizio e di prendere posizione su questioni di sicurezza e di politica militare. Cfr. www.lkmd.ch



L'Esercito svizzero e la Mobiliare Un segnale forte per il sistema di milizia

L'obiettivo è intensificare ulteriormente lo scambio di conoscenze tra l'economia privata e l'esercito. Il primo ambito di cooperazione identificato è quello informatico.



Sulla foto, da sinistra a destra: Urs Berger (Presidente del Consiglio d'amministrazione della Mobiliare), Michèle Rodoni (CEO della Mobiliare) e Thomas Süssli (capo dell'esercito) siglano l'accordo.

Con il nuovo accordo, entrambe le organizzazioni sottolineano il valore aggiunto del sistema di milizia svizzero. Da un lato, l'esercito trarrà vantaggio dalle competenze che i suoi membri acquisiranno

nell'economia e nel quadro delle loro attività di milizia. Dall'altro, l'economia beneficerà delle conoscenze e dell'esperienza dei suoi collaboratori derivanti dall'impegno per l'esercito.

Michèle Rodoni, CEO della Mobiliare, spiega: «I cyber attacchi rappresentano uno dei rischi maggiori per la Mobiliare. Grazie alla collaborazione con l'Esercito svizzero, beneficeremo della loro esperienza e, allo stesso tempo, apporteremo da parte nostra il know-how della Mobiliare in questo settore. Questo scambio reciproco accelererà la crescita di entrambi.»

Il capo dell'esercito Thomas Süssli aggiunge: «La formazione sulla cyber sicurezza dell'esercito si pone l'obiettivo di compensare la mancanza di personale specializzato nel settore IT. Chi completa il nostro ciclo trova rapidamente un impiego nell'economia privata. Per entrambe le organizzazioni il potenziale da sfruttare è tanto.»

Un partenariato di lunga data fa oggi un passo in avanti

Un primo progetto concreto nell'ambito di questo partenariato sarà un cyber esercizio in comune, sviluppato e condotto dall'esercito, e costituirà un progetto pilota. Per l'esercito, questo progetto sarà un'occasione per scoprire anche altri modi di pensare, approcci e ambiti nel contesto di una cooperazione.

Già in passato la Mobiliare e l'Esercito svizzero hanno realizzato insieme progetti comuni, per esempio con lo sviluppo della formazione per diventare cyber security specialist con attestato professionale federale, cui la Mobiliare ha contribuito in modo determinante in qualità di partner economico. Questo esame di professione a livello di attestato professionale federale è stato sviluppato da ICT-Formazione professionale Svizzera dietro richiesta dell'Esercito svizzero e in stretta collaborazione con la Confederazione e l'economia privata.

L'esercito intende stringere partenariati con altre imprese

Con il nuovo accordo, l'esercito stringe legami importanti con il mondo dell'economia privata. La Mobiliare è la prima azienda ad aver siglato un accordo di questo tipo. Altre imprese sono interessate e seguiranno.

fidexaudit

VOTRE PARTENAIRE
COMPTABLE DE VOTRE RÉUSSITE

Expertise comptable, Audit, Fiscalité,
Conseil d'entreprise, Ressources humaines,
Conseil juridique,
Conseil en matière de succession



fidexaudit sa
chemin de mornex 2
case postale 598
CH - 1001 lausanne

tél. +41 21 331 02 02
fax +41 21 311 55 85
info@fidexaudit.ch
www.fidexaudit.ch

FIDUCIAIRE | SUISSE CHAMBRE # FIDUCIAIRE Membre indépendant de EuraAuditInternational

Ultimo elicottero Cougar Consegna alle Forze aeree svizzere

Con una cerimonia di consegna, RUAG ha restituito alle Forze aeree svizzere l'ultimo dei nove Cougar ammodernati facenti parte della flotta di elicotteri.

Nel febbraio 2017, con il messaggio sull'esercito 2018, il Consiglio federale ha richiesto il progetto relativo alla serie e, quindi, il mantenimento di valore della flotta Cougar delle Forze aeree svizzere. Dopo il riuscito mantenimento del valore del Super Puma dal TH89 al TH06, ora sono stati ammodernati anche i Cougar dal TH98 al TH18. Questo programma di ammodernamento è durato all'incirca tre anni e ha potuto essere concluso secondo i piani con la consegna dell'ultimo degli otto Cougar ammodernati TH18.



Per estendere la durata di utilizzo degli elicotteri, ormai ventennali, e per garantirne l'operatività ancora fino ad almeno il 2035, la flotta di Cougar TH98 è stata ammodernata presso RUAG. L'obiettivo di tale mantenimento del valore è stato quello di uniformare i due elicotteri da trasporto, Super Puma e Cougar. Ciò permette procedure di intervento e formazioni più unitarie e semplificate.

In quanto partner tecnologico orientato al futuro dell'Esercito svizzero, RUAG presta un contributo essenziale per la sicurezza sovrana della Svizzera. Life cycle management, gestione e disponibilità dei sistemi militari occupano a tale proposito una posizione di primo piano.

La vie des sections

ASSO - Association suisse de sous-officiers
ASSU - Associazione Svizzera di Sottufficiali



Président central: sgt Christophe Croset

Responsable communication:
Monika Bregy, medien@suov.ch

Secrétariat central: Genny Cramer
079 654 65 62, genny.cramer@suov.ch

Adresse internet: www.suov.ch

ASSO

Assemblée des délégués de l'ASSO et de la Fédération des Vétérans

Samedi 21 mai 2022 les Assemblées des délégués de l'ASSO et de la Fédération des Vétérans de celle-ci s'est déroulée au Centre de Congrès de Granges/SO. Pour la première fois les Assemblées se déroulaient en parallèle. Réunies ensemble pour l'ouverture, les deux associations se séparèrent après les salutations d'usage et les discours. Ont pris la parole: le Cdt de corps Thomas Süssli, chef de l'Armée, le Conseiller aux États Werner Salzmann, président de la commission de sécurité, l'adj chef Jean-François Joye, aide de Cdmt du CdA. Si les deux premiers avaient consacré leur allocution à la situation politico-militaire d'actualité, le dernier fit l'hommage au président central en partance le sgt Peter Lombriser. La médaille du corps des sous-officiers lui fut remise. Plusieurs officiers de haut rang étaient présents ainsi qu'un nombre impressionnant de sous-officiers supérieurs.

Cotisations: l'Assemblée décida, sur proposition du Comité central, d'abaisser les cotisations de membres de CHF 8.- à CHF 4.- et de supprimer tout simplement la cotisation exceptionnelle de CHF 2.- qui était en vigueur depuis de nombreuses années afin de soutenir la publicité lors de votation sur des objets liés à l'armée.

CISOR: le sgtm chef Jean-François Villettaz, fit un vibrant appel aux sections afin de soutenir les activités de la Confédération Interalliée des Sous-Officiers de Réserve en invitant les jeunes sous-officiers à participer au cours Leadership. La CISOR est actuellement présidée par la Suisse. Du 21 au 23 septembre 2022 se déroulera le Congrès à Sion, les sections seront orientées.

Comité central: l'app Michel Dederding, après 8 ans de fonctionnement en qualité de caissier central a été remplacé par le maj Lukas Bregy. L'adj EM Vincent Andrey, chargé de mission pour 3 ans, s'est aussi démis de ses fonctions. Il a été remplacé par le sgtm chef Timea Sigrist qui fréquente actuellement la BUSA.

Pour ce qui est de la Fédération des Vétérans, après 15 ans d'activité, l'équipe de la section Amt Erlach de l'ASSO, sous la direction



Au centre, le sgt Christophe Croset remet un présent à Michel Dederding et Vincent Andrey qui ont quitté leur fonction. A droite, le sgtm chef Timea Sigrist. sgtm chef Timea Sigrist nouvelle membre du Comité central.

du col Mathis Jenni a passé le témoin à la section de Granges. Elle sera conduite par le col Toni Frisch de Thörishaus canton de Berne. C'est la première fois que les deux Assemblées sont organisées en parallèle. Si au premier abord cette idée semblait quelque peu audacieuse, elle s'est finalement révélée être une bonne solution. Elle a réuni plus de 130 délégués de tous âges. A noter encore, pour sa première AD, l'excellente prestation du nouveau président central le sgt Christophe Croset qui, avec son équipe, a su mener toute cette manifestation avec compétence. La section de Granges est également à féliciter pour la parfaite organisation. G.B.

CISOR

Congrès de la Confédération Interalliée des Sous-Officiers de Réserve, Sion, du 21 au 25 septembre 2022



Chers amis de la CISOR, Il y a maintenant deux ans, j'ai accepté, à la demande du Comité central de l'Association Suisse de Sous-Officiers, la charge de présider la Confédération Interalliée des Sous-Officiers de Réserve.

Lourde, mais combien belle tâche pour moi que de terminer ma carrière militaire hors du service en assumant cette mission. Tout n'a pas été facile au début de notre mandat, la pandémie de Corona mettant à plat notre agenda et retardant nos manifestations. Finalement, pas d'importance, contre vents et marées nous avons voulu et pu organiser des compétitions dignes de ce nom avec une cérémonie d'ouverture mémorable.

Les diverses séances prévues ont pu se tenir, que ce soit virtuellement ou en présentiel et, aujourd'hui, nous vous accueillons pour ce Congrès qui nous permettra de transmettre la présidence de la CISOR à nos camarades de la Bundeswehr que préside le Stabsfeldwebel d.R. Reinhardt Knott, puis de remercier toute mon équipe qui, sans compter, s'est dévouée et a travaillé sans relâche pour mener à bien notre mission. A toutes et à tous va ma gratitude.

Chers camarades de la CISOR, Je me réjouis de vous accueillir à ce congrès du CISOR à Sion, capitale du Valais se situant au cœur des Alpes. Hormis d'être une région viticole particulièrement agréable à vivre avec un climat doux et sec offrant en moyenne 300 jours de soleil par an, elle est depuis quelques années devenue le chef lieu de la police militaire Suisse. Lors de ce congrès j'aurai le plaisir de vous faire découvrir la partie Alpine de la Suisse.

Programme général

Inscription possible unique pour le samedi 23 septembre 2022

Inscription: par e-mail à G. Beucler : pg.beucler@swissonline.ch
Prix: CHF 220 par personne, y compris les repas, le souper de gala, boissons comprises.
Délai: 10 septembre 2022

Mercredi 21 septembre 2022

12:00 - 18:00, Arrivée des Congressites à Sion, Centre PM

Judi 22 septembre 2022

09:00 - 11:00, Orientation - Administration - Séance Com + CC CISOR
14:00 - 17:00, Suite des séances Com + CC
19:00 - 21:00, Cérémonie d'ouverture et apéro dînatoire

Vendredi 23 septembre 2022

08:00 - 10:30, Démonstration militaire
11:00 - 12:00, Conférence Adj Chefs JF Joye et E. Pellaud
14:00 - 20:00, Visite PdG Zermatt où plan B

Samedi 24 septembre 2022

08:00 - 10:00, Comité central - Élections
10:15 - 11:45, Conférence Chef EM Cdmt OP Brig Hans-Jakob Reichen
14:00 - 16:30, Visite culturelle ville de Sion
16:30 - 17:30, Rétablissements
19:00 - 00:00, Cérémonie de clôture, allocutions de circonstance, passation de pouvoirs, remise des médailles et récompenses, Restaurant Le Cervin Crans Montana- Soirée de gala

Dimanche 25 septembre 2022

Départ des nations selon annonce

ASSO Berne

100^e anniversaire des sous-officiers

Samedi 7 mai 2022 l'Association cantonale bernoise des sous-officiers fêtait ses 100 ans d'existence. Cette manifestation se déroulait à la caserne de Berne, en présence de plusieurs invités dont M. le Conseiller d'État Philippe Müller, directeur des affaires militaires du canton. Lors de cette assemblée, le président de la section de Reconvilier de l'ASSO, le sergent-major chef Julien El Moucharafieh fut élu au sein du comité. Il est pressenti pour reprendre la présidence de cette association l'année prochaine. Les résultats du tir de ce 100^e furent officiellement communiqués. Nous trouvons en bonne place Bertrand Mollier toujours de Reconvilier alors que le concours général est remporté par le président central de l'ASSO le sgt Christophe Croset. Enfin, le triathlon bernois sera organisé en 2022 par la section de Thoun sur les emplacements d'Eriz et pour 2023 c'est à nouveau la section de Reconvilier qui organisera la manifestation, ceci pour la 10^e fois.



Julien El Moucharafieh et à droite, le sgt Croset et le prés. cantonal four Thommen.

ASSO Vaud

Débats rondement menés

Le vendredi 8 avril dernier l'association cantonale vaudoise de sous-officiers a tenu son assemblée générale, sous la présidence de l'adj chef Joris Lavanchy. Les 7 points de l'ordre du jour ont tous été acceptés sous l'œil intéressé du président central de l'ASSO le sgt Christophe Croset. Les trois prédécesseurs présidents de l'ASSO Vaud, le président d'honneur l'adj sof Georges Bulloz, l'adj sof Jean-Hugues Schulé et le sgt Pierre Messeiller, membres d'honneur, entouraient les 25 sociétaires présents dont de nombreux jeunes actifs.

Chacun était content de se retrouver après les années difficiles de la Covid-19 qui a aussi perturbé l'organisation des activités techniques, dirigées par le dynamique sergent Julien Mermod et son staff. Les comptes de l'Association sont tenus avec rigueur et une perte a été enregistrée due aussi aux factures de munitions.

Le tour d'horizon du président a permis de constater la bonne santé des sections de Lausanne, Yverdon et Instruction. Puis le nouveau président central, le sgt Christophe Croset dans un vibrant plaidoyer à encourager chacun à participer au recrutement de nouveaux membres. Il a apporté les encouragements du comité central et des remerciements pour le travail effectué et rappelé l'engagement des instances supérieures pour conseiller et aider les sections dans leurs activités. Un sympathique apéritif dînatoire a mis fin aux délibérations tout en égrenant des souvenirs et l'évocation de la situation actuelle en Europe. réd.

Section de Sion

Débats rondement menés

En dehors de leur service obligatoire, certains citoyens continuent à mener des activités militaires. Et les intéressés viennent de milieux fort divers. Tous grades confondus, les métiers mélangés, ces gens se retrouvent; alors, avec sérieux et entrain, ils évoquent les problèmes relatifs à la sécurité. Les sous-officiers séduois avancent ce propos: «du soldat au commandant de corps, chacun est le bienvenu». D'autre part, situés à différents niveaux, des professionnels peuvent échanger des impressions. Un mécanicien d'aviation discute volontiers avec un pilote de jet F/A-18. Samedi 14 mai 2022, à Sion, les membres de l'ASSO locale se réunissaient en assemblée générale. Le président, le sdt Joachim Vuignier se réjouissait: avec une accalmie momentanée de la pandémie, les moments conviviaux redevenaient possibles. A ce jour, l'ASSO Sion compte 230 adhérents. Parmi ces personnes, on peut observer de la notoriété, et un âge avancé. Originaire de Bovernier (canton du Valais), ancien chef de l'armée (2017-

2019), le cdt C Philippe Rebord a rejoint le mouvement dont nous parlons. Né le 31 janvier 1922, ayant donc fêté son centenaire, M. André Rapillard a voulu rester fidèle à ses amis séduois.

Chef technique, le sgtm chef Jean-François Villettaz parlait d'exercices récents, offerts aux familiers de l'ASSO Sion. Une «course commando» se disputait dans la capitale du canton du Valais, au travers de la vieille ville (19 février 2022); dénommée «Best Sniper» une compétition pour tireurs d'élite rassemblait des participants suisses et étrangers (3-6 mars 2022). Responsable de la «section alpine», le plit Patrick Rey supervise les préparations et veille aux bons déroulements de ces deux concours. Aujourd'hui âgé de 70 ans, l'adj sof Christian Bader est un mécanicien d'aviation. Au cours de sa carrière, il a travaillé sur tous les types d'appareils à réaction de l'armée suisse. Ce sous-officier supérieur apprécie aussi la vie associative. Les dirigeants de l'ASSO Sion lui ont remis un «ruban de niveau 3» (cette distinction revient à des gens particulièrement zélés).

Sur l'aéroport séduois, Christian Bader découvrait, par exemple, les 5 types du chasseur multi-rôle Mirage. Entre 1962 et 1978, 1 Mirage III C volait pour des missions d'essais d'armement et d'avionique; depuis 1966 et jusqu'en 1999, 36 Mirage III S furent engagés pour assurer la défense aérienne et conduire l'attaque au sol; de 1965 à 2003, on utilisa 18 Mirage III RS, afin d'effectuer des reconnaissances tous temps; enfin, au cours des années 1964 à 2003, 6 Mirage III BS et III DS servirent à l'entraînement avancé et à la transformation opérationnelle des futurs pilotes. L'adj sof Bader rencontra des aviateurs chevronnés, spécialistes de l'engin que nous venons de mentionner: les futurs commandants de corps Christophe Keckeis et Fernand Carrel. Le 5 juin 2018, le dernier Mirage III RS quittait l'aéroport de Sion. Christian Bader déplorait cette décision. Précédemment, cet exemplaire stationnait, en souvenir, sur un site accessible aux visiteurs.

A l'issue de l'assemblée générale de l'ASSO Sion, le col EMG Pierre de Goumoëns prononçait une conférence. Il totalise un nombre important d'heures de vol, sur les avions Tiger F-5 et F/A-18. Maintenant, Pierre de Goumoëns soutient l'acquisition du jet d'origine américaine F-35 A. L'orateur en était convaincu, le choix du F-35 A se révèle excellent. Nettement plus moderne que ses concurrents, meilleur marché, l'aéronef américain est de plus en adéquation avec le monde



Le plit Lucie Coutechier et le col Pascal Bruchez; l'adj sof Christian Bader; le col EMG Pierre de Goumoëns.



Le cap Abdoulaye Diallo et le cap Jean-Luc Addor. Le sgtm chef Jean-François Villettaz; le col Michel Balmer.



Le soldat Joachim Vuignier et l'adj sof Jacques Pellet. Le sgtm chef Pierre Rossier et le col Damian Walker.

de la cybernétique. Celui-ci se développe constamment. P.R.
DISTINCTIONS Ruban degré 3, activité militaire hors du service: adj sof Christian Bader. Ruban degré 1, activité militaire hors du service: cap Abdoulaye Diallo, cap Marc Steffen, plit Lucie Coutechier, cpl Yves Oppliger, sgtm chef Virgile Resenterra, sdt Quentin Mathey.

Section de Lausanne

Assemblée des délégués

Une solidarité internationale



Le sgt Christophe Croset, l'adj EM Billy Meyer et l'adj chef Joris Lavanchy.

Professionnel dans l'armée suisse, un adjudant d'état-major entreprend des voyages à l'étranger. Alors, en connaissant des situations de crise, ce militaire apporte une aide efficace.

Notamment, l'intéressé se souvient de cette tragédie, survenue au Liban, le 4 août 2020. «A Beyrouth, une terrifiante explosion causait des dommages au front de mer industriel du port, aux quartiers résidentiels et aux zones commerciales de la ville, éparpillant les débris sur un vaste périmètre. On estime que 214 personnes ont été tuées et plus de 6500 blessées». Dès le 8 août, l'adj EM Alec Rouiller se trouvait sur place.

Trois présidents

Jeudi 7 avril 2022, à Pully, l'adj EM Rouiller évoquait la catastrophe. L'intéressé était invité par des camarades sous-officiers. Ceux-ci se réunissaient en assemblée générale ; ils sont membres de la section de Lausanne. Rappelons que l'Association suisse des sous-officiers est structurée aux niveaux du pays, du canton, de la commune. A Pully, on rencontrait les trois principaux dirigeants, le président central suisse, le sgt Christophe Croset, le président vaudois, l'adj chef Joris Lavanchy, et le responsable de l'ASSO Lausanne, l'adj EM Billy Meyer. Le dernier nommé souhaitait la bienvenue aux participants.

Le lieu et la date retenaient toute l'attention des invités à la soirée. Ils se retrouvaient à Verte-Rive, l'ancienne propriété du général Henri Guisan; et le grand chef disparaissait le 7 avril 1960, soit exactement 62 ans avant la rencontre de l'ASSO Lausanne.

Le 7 avril 2022, la société locale comptait 183 adhérents, dont 8 femmes. L'adj EM Meyer signalait l'inscription récente de 16 nou-

1400 YVERDON-LES-BAINS
Tél. 024 425 35 13
Fax 024 426 40 50

Ouvert toute l'année

Restaurant
de la
PLAGE

veaux membres. D'autre part, le président d'honneur, l'adj sof Georges Bulloz a reçu une distinction. Elle est élevée: il s'agit d'un «ruban de degré 3» (cette décoration revient à des personnes, ayant exercé leurs activités hors du service de la troupe).

Hélas, des deuils surviennent aussi. L'assemblée rendait hommage à plusieurs sous-officiers ou officiers, tous membres de l'ASSO Lausanne (ils ont quitté leurs amis en 2021 ou 2022): le cpl François Corfù, 72 ans; le sgt Lucien Aguet, 93 ans (très récemment, le sgt Aguet portait encore l'uniforme); le cap Edouard Borgeaud, 91 ans; le col Gérard Bugnon, 73 ans (le défunt était membre du comité de l'Association Verte-Rive, à Pully); le col EMG Anton Franz Buhlmann, 82 ans.

Toujours disponible

L'adj EM Alec Rouiller présentait quelques aspects de sa mission. Il bénéficie d'une formation dans le domaine du sauvetage. Naguère, ce militaire travaillait pour les bataillons d'aide en cas de catastrophe. Les hommes concernés savent combattre les incendies, en collaborant avec des formations civiles.

A Beyrouth, on sollicitait tout d'abord des spécialistes de la construction, de la logistique et des fournitures médicales. Peu après, des ingénieurs civils, des architectes, des médecins suivaient; des «conseillers de place sinistrée» les accompagnaient.

Quant à lui, atterrissant dans la capitale libanaise le 8 août 2020, l'adj EM Alec Rouiller s'occupait des «évaluations des bâtiments endommagés».

Un an après, les dégâts étaient estimés, par la Banque mondiale, à près de quatre milliards d'euros. Mais, au cours de son séjour, l'adj EM Rouiller avait pu apprécier «l'impressionnante capacité de résilience de la population, en dépit des difficultés innombrables». P.R.



L'adj sof Georges Bulloz et l'adj EM Billy Meyer; le lt James Crot, le sdt Nicolas Piguët et le lt Benjamin Dumas; le sgt Samuel Matthey; le col Didier Amy.



L'adj EM Billy Meyer félicite un nouveau membre, le sgt Gabriel Equey; l'adj EM Alec Rouiller et l'adj sof Richard Duss; le sgt Kim Gaberel; l'app Roland Pittet.

Jaguar F-Pace PHEV

Le SUV familial hybride

Chez Jaguar, l'électrification est en marche. Le F-pace est le premier Jaguar à recevoir une motorisation hybride rechargeable qui lui permet de jongler avec 404 ch. De quoi se faire plaisir.



de 11,4" en verre incurvé qui intègre un nouveau système multimédia et qui permet de choisir les quatre modes de conduite: Confort, Eco, route glissante et Dynamic.

En marche, le F-Pace PHEV ne se fait pas entendre. Évidemment, puisqu'il choisira au démarrage automatiquement le mode électrique, sauf si nous changeons la programmation ou si la pression du pied sur l'accélérateur lui fait comprendre que là, maintenant, on veut les 404 ch. Dans l'habitacle, nul doute, on se trouve bien dans une Jaguar. De toute beauté, de finitions royales, un équipement princier, et un plaisir de conduire qui mérite le respect. Après, il faut bien qu'elle mérite les CHF 86 200 pour la version de base. Certes, elle est équipée de sièges avant électriques, d'un régulateur et limiteur de vitesse, d'un bon système audio et de belles jantes alu de 19", mais il reste encore quelques options à cocher pour que le plaisir soit au sommet. Mais nous, nous l'avons été durant 15 jours puisque notre modèle d'essai était complet. L'atterrissage était dur, mais on se réjouit de redécoller avec Jaguar.

fdf

Site de la marque: www.jaguar.ch

Faut-il vraiment 404 ch pour voyager avec sa famille? Pourquoi pas! Mais il faut tout mettre sur la balance, et c'est le cas de le dire. Ce F-Pace P400e à transmission intégrale automatique PHEV pèse presque 2,2 tonnes et il faut bien les bouger. Le bloc essence 2.0 de quatre cylindres à lui tout seul aurait de la peine. Avec le moteur électrique de 143 ch, il passe sans peine de 0 à 100 km/h en 5,3 secondes, un peu moins dans les faits.

Autre avantage du moteur électrique, il permet, selon les données du constructeur, de rouler en mode zéro émission sur plus de 53 km.

A noter que le F-Pace a, par la même occasion subi un lifting et s'est doté d'une nouvelle calandre, de nouveaux blocs optiques, toujours en LED et d'un nouvel écran tactile

Honda HR-V

Rechargeable, mais sans prise

Inspiré par la technologie de la Formule 1, le moteur essence alimente l'alternateur en fournissant de l'énergie au moteur électrique, qui à son tour actionne les roues. Astucieux et pas cher!



la consommation reste raisonnable puisque nous n'avons pas dépassé la moyenne de 6,0l/100 km.

L'habitacle aussi révèle des surprises que seul Honda invente, la banquette magique. Il faut le voir pour le croire, mais ce système qui, en rabattant l'assise arrière (60/40) contre les dossiers permet d'y glisser un vélo debout (sans la roue avant, évidemment). Et les dossiers

peuvent aussi se rabattre de façon conventionnelle, offrant là un plancher plat et un volume du coffre passant de 319 litres à 1289 litres. L'HR-V est non seulement généreuse en espace intérieur, mais l'équipement aussi est incroyable: système d'alerte anticollision frontale, commande de freinage à basse vitesse, commande d'accélérateur anticollision, commande d'accélérateur anticollision arrière, système de prévention des sorties de route, système de reconnaissance des panneaux de signalisation, limiteur de vitesse intelligent, avertisseur de dépassement de voie, feux de route automatiques, caméra de recul, sièges chauffants... Et tout cela pour la modique somme de CHF 33 900.-.

Moi je dis chapeau Honda!

fdf

Site de la marque: www.honda.ch

Mazda 3 HB e-S-X 186 AWD

Un «e» qui fait toute la différence



Plus de couple et de chevaux, moins gourmande et ceci grâce à un «e» qui révolutionne la Mazda 3 et son moteur Skyactiv X. En 2019, Mazda avait déjà bouleversé les codes avec son moteur Skyactiv X qui associe les avantages des motorisations essence et diesel. Avec cette version e-Skyactiv X, il rajoute une troisième composante, l'hybridation légère. Au final, elle gagne en consommation puisqu'elle économise quelques décilitres au 100km tout en augmentant sa puissance qui passe de 180 à 186 ch et le couple passe de 226 à 240 Nm. Côté microhybridation ce n'est pas un moteur électrique mais un alterno-démarréur couplé à une batterie de 24 volts qui se charge de transformer l'énergie cinétique générée en décélérant en électricité pour assister le moteur thermique lors des accélérations et le roulage, mais surtout pour le démarrage ainsi que d'autres éléments électriques du véhicule, comme la climatisation, entre autres.

Lors de notre essai, nous avons relevé une consommation moyenne de 5,8l/100 km en favorisant une conduite moyennement éco, ce qui est remarquable pour un moteur essence de 2 litres. Par contre, il manque de punch en dessous de 3000 tr/min. A la conduite, il est plaisant, très agréable à vivre.

A l'intérieur, nous regrettons que la hauteur sous-plafond à l'arrière n'autorise pas les hauts gabarits à s'y accommoder sans pencher la tête, mais les tailles moyennes bénéficient d'un bon confort. Mis à part ce point, l'intérieur est très bien réussi et les matériaux sont aussi de toute beauté. Mazda est connu aussi pour le haut niveau d'équipement et la 3 HB e-S-X lui fait honneur avec un volant et des sièges chauffants, la sono Bose, les projecteurs LED adaptatifs, une caméra de recul à 360°, le régulateur de vitesse actif, l'affichage tête haute, un GPS... et côté équipements de sécurité, notons l'assistance au freinage d'urgence, le limiteur de vitesse, l'aide au démarrage en côte, le feu de route, les feux arrière et les clignotants à LED, le lave-phare... Bref, difficile de faire mieux, et ceci en restant sur un prix de base très attractif de CHF 37 590, pour le modèle testé. La Mazda 3 HB e-S-X n'a clairement rien à envier à ses concurrentes.

fdf

Site de la marque: www.mazda.ch





AP CONSULTING André Prahin SA

votre conseiller immobilier

- ACHAT
- VENTE
- ETUDE DE PROJET, DE CONSTRUCTION & DE FINANCEMENT
- ENTREPRISE GENERALE

Place Saint-François 2 - CP 5015 - 1002 Lausanne

Tél.: 021 331 29 29 - Fax: 021 331 29 20 - E-mail: info@apconsulting.ch

JAB

CH-1401 Yverdon
P.P./Journal

LAPOSTE

Votre annonce...

- vous cherchez du personnel...
- vous cherchez un emploi...
- vous voulez vendre du terrain, un immeuble...
- vous voulez vendre une voiture...
- vous voulez vendre des produits...
- vous voulez vous faire connaître...

...une bonne adresse: les page de publicité de Nam

Renseignements, délais de remise des annonces en page 5

**Bulletin d'abonnement dans ce numéro ou
à commander par courriel: info@revue-nam.ch**

CAVES DU
CHÂTEAU
D'AUVERNIER
DEPUIS
1603

UNE HISTOIRE DE PLUS DE 400 ANS...

CAVES DU CHÂTEAU D'AUVERNIER - 2012 AUVERNIER - SUISSE
WINE@CHATEAU-AUVERNIER.CH

members fondateurs
mémoire
1988-2012